

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 2 avril 2026

En Inde (Pondichéry et Tamil Nadu).

J'ai attendu 3 jours pour obtenir une bouteille de gaz, 3 jours c'est peu. Je l'ai payée 925 roupies au lieu de 870 roupies il y a deux mois, la hausse est modérée. J'ai fait le plein du réservoir du scooter, le litre d'essence était à 96,26 roupies, prix inchangé depuis plusieurs années, pas de quoi s'inquiéter. L'essence est 8 roupies plus chère à Delhi ou Mumbay (ex-Bombay) ou encore Chennai (ex-Madras).

En France, s'ils vous pressurisent, c'est parce que vous êtes des nantis (par rapport à nous).

A 100 roupies le litre d'essence, ici en Inde, c'est très très cher, c'est comme si vous le payiez au moins le triple en France, vous imaginez un instant. Pareil pour la bouteille de gaz, c'est comme si votre bouteille de propane coûtait 100 euros au lieu de 40.

Les Indiens ont non seulement des salaires misérables, mais ils croulent littéralement sous les charges fixes ou incompressibles, tandis que l'inflation est galopante, même le renouvellement des biens d'équipement est un luxe tellement les prix ont augmenté au cours des dernières années.

Malheur à celui dont la machine à laver tombe en panne, en 10 ans les prix ont doublé, pareil pour les climatiseurs et tout le reste. Un ordinateur portable Dell est devenu hors de prix, en 15 ans, de 35.000 roupies, il est passé à 85.000 roupies. Mon scooter acheté 62.000 roupies il y a 8 ans, vaut 100.000 roupies en 2026, je ne les ai pas sur mon compte bancaire courant.

Alors chacun se démerde pour survivre tant bien que mal. La seule chose que j'apprécie ici paradoxalement, c'est l'absence de l'Etat, qui passe son temps à vous surveiller, à vous menacer ou à vous réprimer en France, je ne le supporterais plus, cela se terminerait très mal, je me connais.

Vous pouvez bafouer ouvertement la loi, tant que les autorités ne s'emmêlent pas vous êtes tranquille. En revanche, si elles décident de vous emmerder, là vous êtes très mal. Cela arrive, mais rarement ou il y a toujours un moyen de s'arranger parce qu'elles sont corrompues, cela fait partie de la règle du jeu ou des rapports qui existent ici entre les classes.

Ils ont institué des lois, tout en sachant que de très nombreux Indiens ne pourront pas les respecter, et c'est ce qui se passe. Je les imite, pas systématiquement, quand cela m'arrange seulement, souvent tout de même. C'est aussi une manière de dire merde à Modi et au gouvernement. On est impuissant face au régime en place, c'est très frustrant, y compris pour tous les Indiens. Trop de frustrations peuvent rendre malade à la fin. Ah ben voilà, j'en étais sûr, je cherchais un responsable, je l'ai trouvé !

On compte plus de faux- amis, que de véritables amis.

Israël n'est pas une nation, c'est une colonie de peuplement depuis la seconde moitié du XIXe siècle, elle doit donc disparaître avec le capitalisme.

Ainsi vous pouvez confondre les partisans de l'anti-impérialisme, de l'anticapitalisme, de l'anticolonialisme, de l'esclavage, etc. vous pouvez vérifier si leurs intentions correspondent bien à leurs discours, cela devrait vous réserver bien des surprises !

Vous savez, c'est comme l'humaniste ou philanthrope, le croyant ou religieux, les bien-pensants en général que vous prendrez un malin plaisir à faire parler, j'allais écrire que vous prendrez la main dans le sac, en flagrant délit, et qui en arriveront à justifier tous les crimes commis au nom de l'exploitation de l'homme par l'homme, du capitalisme. Tout en prétendant le contraire, cela va de soi.

On peut trouver horifiant de vivre dans un monde pareil, je veux dire aussi égoïste et cruel. C'est sans doute ce qu'ont dû se dire Marx et Engels deux siècles plus tôt à deux décennies près, à leur époque, ils étaient encore plus décalés que nous face à cette réalité et à leurs détracteurs, ils ont dû en baver plus que nous, et ils s'en sont mieux sortis aussi, honte à nous !

C'est vrai que parfois c'est difficile à supporter, pour autant, on n'a pas le choix, il faut combattre le vieux monde avec les moyens à notre disposition. Moi, j'en manque cruellement, mais vos dirigeants, ils en ont plus que ce qu'il en faut, alors pourquoi piétinons-nous, pourquoi nous ne parvenons pas à nous doter d'une nouvelle direction révolutionnaire ?

Peut-être parce que ces dirigeants appartiennent à une autre époque, qu'ils ont contribué à façonner, et qui se caractérise par la décomposition et la corruption de tous les courants du mouvement ouvrier, de ce fait, ils sont les plus mal placés pour assurer la continuité du marxisme et du socialisme, c'est ce qu'ils n'ont pas cessé de démonter au cours des 80 dernières années.

Une nouvelle génération de militants prendra un jour le relai. Quand ? Je l'ignore. Dans quelles conditions ? Je l'ignore, sans doute au cours ou à l'issue d'une crise qui désorganisera complètement et durablement l'économie mondiale ou la fera exploser, avec des répercussions sociales extraordinaires, imprévisibles et incontrôlables sur le plan politique.

Nous ne serons sans doute plus là pour assister à cet affrontement titanesque entre les tenants du capitalisme et le prolétariat mondial, peu importe.

On ne combat pas pour le socialisme pour en tirer profit individuellement, mais parce qu'il s'inscrit dialectiquement dans la continuité du développement du processus historique qui a donné naissance à la civilisation humaine, sinon l'aventure humaine n'aurait ni queue ni tête, or, c'est impossible, c'est le genre de truc qui n'existe pas, nulle part, ce serait antiscientifique de croire le contraire.

Et puis, le socialisme incarne l'idéal humaniste le plus élevé que les hommes ont conçu un jour, le royaume de la liberté que la plupart des hommes ne sont même pas foutus de concevoir même en rêve. Cet idéal se passe de justificatif ou de légitimité, ceux qui exigent qu'on leur en fournisse avant d'adopter le socialisme, montrent qu'ils n'en sont pas dignes ou qu'ils n'y ont rien compris, finalement ils se complaisent sous le régime esclavagiste actuel, car personne ou rien ne peut de nos jours justifier l'exploitation et l'oppression.

De deux choses l'une, on cautionne ou non l'esclavagisme. Tous ceux qui rejettent le socialisme cautionne (inconsciemment généralement) l'esclavagisme.

Qui est responsable de « la boucle sans fin », « mort, destruction, profit » ? Le capitalisme.

Lu dans un blog qui n'a rien de révolutionnaire.

- La guerre est bel et bien un racket sans foi ni loi. Les Américains et leurs alliés de l'OTAN ont déclenché une guerre en Ukraine contre la Russie qui a saigné à blanc les contribuables occidentaux et causé la mort de millions de personnes. Aujourd'hui, les Américains se sont lancés dans une autre guerre, contre l'Iran, générant encore plus de profits pour les marchands de mort tandis que les civils souffrent, que des enfants sont assassinés et que l'opinion publique occidentale se paupérise et se fait dépouiller, encore et encore.

Ce racket infernal porte un nom : le capitalisme. Mort, destruction, profit. Boucle sans fin. Mort, destruction, profit.

J-C – Pour autant, c'est l'axe de mon courant politique, auquel personne n'entend participer. J'en déduis donc, que même parmi mes lecteurs, personne ne souhaite vraiment rompre avec le capitalisme, ou tout du moins, leur conscience politique n'a pas encore atteint le niveau de maturité requise pour passer au socialisme, sinon cela se saurait ou on s'en apercevrait, tout cela pour dire qu'on n'est pas rendu au bout de nos peines, hélas !

Je vais aller plus loin. Je crois que la plupart ne comprennent pas de quoi on parle : Le socialisme, cela se mérite, on ne peut l'atteindre sans effort, sans renoncement, sans compromis, sans sacrifice. La question de savoir ce que l'on veut vraiment dans la vie, sachant qu'on ne peut pas tout avoir et son contraire, à un moment donné, il faut choisir.

Il y en a qui croient naïvement qu'on peut accéder au bonheur par une ligne droite, pour un peu, il suffirait d'y penser pour qu'il se réalise, sauf que les choses ne se passent pas de cette manière-là dans la réalité, ou l'expérience prouve qu'il n'y a rien de plus faux. Il faut supporter bien des épreuves désagréables ou pénibles avant de l'entrevoir.

Le chemin est long et périlleux, semé d'embûches divers, obstacles ou écueils, pièges ou chausse-trapes. Sans une détermination à toute épreuve ou une volonté inébranlable forgée au cours de cette lutte implacable contre des forces contraires, il est quasiment impossible d'avancer dans cette voie, car à chaque instant tout est fait pour que vous lâchiez prise ou que vous ne puissiez jamais prendre en mains votre destin.

Lorsque vous cédez, en un clin d'œil inconsciemment tous vos efforts et espoirs sont réduits à néant. Vous serez privé du plaisir que procure l'avant-goût du bonheur, quand on le poursuit sincèrement sans relâche, c'est-à-dire sans concession, sans illusion, surtout sans chercher à en tirer profit égoïstement avant l'heure, car cela signifierait votre perte définitive. Si tel était le cas, vous seriez livré aux pires tourments le restant de vos jours. Vous avouerez que ce serait dommage ou qu'il serait préférable de s'éviter un tel cauchemar, qui ajouté à la vieillesse qui n'est pas spécialement une partie de plaisir, vous condamnerait à une bien triste fin de vie.

Vous voyez, une fois considérée la situation sous tous ses aspects, je crois que s'orienter vers le socialisme vaut vraiment le coup.

Je ne vais pas hurler sous tous les toits que je suis heureux, car à bien des égards ce serait inconvenant, bien que je ne sois pas du tout satisfait du cours qu'avait pris mon existence depuis plus de 45 ans, je suis suffisamment heureux, parce que mon mode de penser me donne le pouvoir d'affronter la vieillesse et la maladie dans de bonnes conditions, d'annihiler ou de réduire leurs effets indésirables et douloureux, sans oublier, de pouvoir continuer mon combat politique, mon combat contre l'ignorance, pour la liberté, pour le socialisme.

C'est le marxisme qui me rend si heureux, et je peux vous garantir qu'il ne s'agit pas d'une illusion, d'ailleurs, j'en fournis la preuve dans chacune de mes causeries.

Le choix n'est pas entre socialisme et barbarie, mais entre le capitalisme ou le socialisme.

Ils ont laissé tomber le masque de l'hypocrisie et de la démagogie qui servait à camoufler et justifier leur dictature qui n'avait jamais cessé en réalité.

J-C - Il y en a qui sont si aveuglés par leurs propres illusions, qu'ils projettent sur d'autres acteurs... Non, cela ne va pas.

En fait, certains intellectuels prêtent aux élites ou aux puissants, à leurs représentants, des intentions qu'ils n'ont jamais eu qu'ils n'auront jamais. Pourquoi ? Parce qu'ils sont prisonniers du capitalisme, c'est leur horizon indépassable, du coup ils sont obligés de s'en remettre à ses représentants, au lieu de se tourner vers les classes exploitées et opprimées ou le mouvement ouvrier qu'ils méprisent. Ils haïssent le socialisme.

Lu.

Le texte de la résolution 2817 du Conseil de sécurité des Nations unies a été adoptée : 13 membres ont voté pour et 2 se sont abstenus.

D'emblée, la résolution 2817 du Conseil de sécurité des Nations unies illustre de façon diaboliquement claire ce que j'appelle la méta-réalité que les puissances occidentales imposent désormais, avec l'acquiescement ou la coopération de leurs nombreux États clients, à la communauté internationale. « *Le ciblage délibéré de civils et de biens civils* », « *l'utilisation indiscriminée d'armes dans des zones peuplées* », « *une violation du droit international et une grave menace pour la paix et la sécurité internationales* » : ce texte est totalement absurde lorsqu'il est appliqué à la légitime défense de l'Iran. Retournez la résolution et visez les États-Unis et le régime sioniste, et elle prend tout son sens.

Il s'agit là de la construction en temps réel de la méta-réalité dont un empire en phase terminale a besoin pour justifier sa conduite totalement injustifiable envers une autre nation. Voilà à quel point elle a corrompu, contraint ou forcé les nations les moins puissantes du monde à soutenir cet édifice grotesque d'illusions.

Les 13 nations qui ont soutenu la résolution 2817 ne réservent guère de surprises. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis ont voté pour – ces derniers, à mon avis, ayant très certainement dicté le projet de résolution. Il va sans dire que Bahreïn, l'une des dépendances américaines du Golfe persique, n'aurait pas agi sans les directives de Washington.

Lettonie, Libéria, Congo, Somalie, Pakistan : tous avaient leurs raisons d'approuver ce document absurde. On aurait pu espérer davantage des Grecs et des Danois, mais eux aussi ont emboîté le pas. La Colombie de Gustavo Petro a fait de même, et cela peut nous surprendre et ne pas nous surprendre à la fois : Petro a tenu tête avec honneur au régime Trump et défendu le droit international, mais cela rend son pays extrêmement vulnérable à une attaque du même type que celles subies par le Venezuela, l'Iran ou un autre pays du même genre.

Non, mes surprises se situent ailleurs. Il y en a deux.

Outre le vote du Conseil de sécurité, quelque 135 nations ont soutenu la résolution 2817 à l'Assemblée générale. Il n'y a pas eu de vote à l'Assemblée générale : il s'agissait de soutiens volontaires, de « *co-parrainages* », et ce chiffre de 135 constitue un record.

Pourquoi ? Pourquoi – et je tiens à citer un pays en particulier – l'Inde figure-t-elle sur cette liste de co-parrains ? Imaginez : l'Inde, qui a toujours considéré le non-alignement de principe comme le pilier de sa diplomatie depuis que Nehru a donné à sa politique étrangère son caractère essentiel il y a quatre-vingts ans. Et maintenant, voilà ?

Il y a aussi la Russie et la Chine, membres permanents du Conseil de sécurité. Aucun des deux n'a exercé son droit de veto pour bloquer cette attaque insensée, non seulement contre l'Iran, mais contre le droit, la logique et la raison elle-même.

J-C – Les différents Etats sont en concurrence entre eux, mais quand il s'agit de s'en prendre au prolétariat mondial, ils sont alliés, c'est tout.

Tout le reste, c'est-à-dire, les tonnes d'articles publiés par les médias dits indépendants servent juste à le faire oublier ou à le justifier, ils vous manipulent...

Lu. (par un Américain)

Israël incarne l'État ethnonationaliste dont rêvent nos fascistes chrétiens et l'extrême droite, un État qui rejette le pluralisme politique et culturel, ainsi que les normes juridiques, diplomatiques et éthiques. Israël est admiré par l'extrême droite car il a renié le droit humanitaire et recourt à une force létale aveugle pour « *purifier* » sa société de ceux qu'il considère comme des intouchables.

Aimé Césaire, dans son *Discours sur le colonialisme*, écrit qu'Hitler ne paraissait exceptionnellement cruel que parce qu'il présidait à « *l'humiliation de l'homme blanc* », appliquant à l'Europe les « *méthodes colonialistes qui, jusque-là, avaient été réservées exclusivement aux Arabes d'Algérie, aux coolies de l'Inde et aux nègres d'Afrique* ».

Le quasi-anéantissement de la population aborigène de Tasmanie, le massacre des Héréros et des Namas par les Allemands, le génocide arménien, la famine du Bengale de 1943 – le Premier ministre britannique de l'époque, Winston Churchill, qualifia les hindous de « *peuple bestial avec une religion bestiale* » – ainsi que le largage de bombes atomiques sur des cibles civiles à Hiroshima et Nagasaki, illustrent un aspect fondamental de la « *civilisation occidentale* ».

Le génocide n'est pas une anomalie, il est inscrit dans l'ADN de la « *civilisation* » occidentale. (Pas que. – J-C)

« *En Amérique* », disait le poète Langston Hughes, « *les Noirs n'ont pas besoin qu'on leur explique ce qu'est le fascisme. Nous le savons. Ses théories de suprématie nordique et d'oppression économique sont depuis longtemps une réalité pour nous.* »

Les nazis, lorsqu'ils ont élaboré les lois de Nuremberg, se sont inspirés de lois visant à priver les Noirs de leurs droits civiques. Le refus des États-Unis d'accorder la citoyenneté aux Amérindiens et aux Philippins – bien qu'ils vivaient aux États-Unis et dans leurs territoires – a été imité par les fascistes allemands qui ont déchu les Juifs de leur citoyenneté. Les lois américaines contre le métissage, qui criminalisaient les mariages interraciaux, ont incité à interdire les mariages entre Juifs allemands et Aryens. La jurisprudence américaine classait comme Noir toute personne ayant un pour cent d'ascendance noire – la fameuse « *règle de la goutte de sang* ». Les nazis, faisant preuve d'une plus grande souplesse, classaient comme Juif toute personne ayant trois grands-parents juifs ou plus.

Le financement et l'armement d'Israël par les États-Unis et les nations européennes, alors qu'il perpète un génocide, ont fait implorer l'ordre juridique international d'après-guerre. Ce dernier a perdu toute crédibilité. L'Occident ne peut plus donner de leçons à qui que ce soit sur la démocratie, les droits de l'homme ou les prétendues vertus de la civilisation occidentale. La supercherie, selon laquelle nous, en tant que nation, promouvons la démocratie, l'égalité et les droits de l'homme, est désormais terminée. (Entre nous, on ne peut pas laisser dire un truc pareil. En réalité, cette supercherie n'a valu que pour ceux qui y croyaient, dont l'auteur de cet article jusqu'à il y a peu, c'est lui qui le dit en proclamant qu'elle serait terminée, ce qui est faux évidemment. Alors, cela veut dire que lui aussi continuerait d'y croire ? Et comment ! – J-C)

Il y a toujours eu une forme virulente de fascisme juif au sein du projet sioniste, à l'image du fascisme qui sévit dans la société américaine.

Les élites mondiales ne croient en rien. Elles ne ressentent rien. On ne peut leur faire confiance. Elles présentent les traits caractéristiques de tous les psychopathes : un charme superficiel, la mégalomanie et l'arrogance, un besoin constant de stimulation, un penchant pour le mensonge, la tromperie, la manipulation et l'incapacité d'éprouver des remords ou de la culpabilité. Elles méprisent comme des faiblesses l'empathie, l'honnêteté, la compassion et l'abnégation. Leur devise : Moi. Moi. Moi.

Lu.

La réaction instinctive de ceux qui croient encore à l'omnipotence américaine est bien connue : les États-Unis contrôlent la monnaie de réserve mondiale. Ils peuvent tout simplement imprimer ce dont ils ont besoin. Et à première vue, cet argument semble irréfutable. Washington a, pendant des décennies, bénéficié du privilège extraordinaire de financer ses guerres avec de l'argent créé de toutes pièces, exportant son inflation au reste du monde tout en important en retour des biens et une main-d'œuvre réels. Mais cette objection, aussi rassurante soit-elle pour ceux qui la formulent, confond le mécanisme avec le fondement sur lequel il repose. Le statut de monnaie de réserve du dollar n'est pas une loi physique. C'est un consensus – un accord mondial, renouvelé chaque jour par des milliers de transactions discrètes – selon lequel la monnaie américaine mérite d'occuper une place centrale dans l'architecture financière mondiale. Et le consensus, contrairement à la gravité, peut s'éroder. (On peut élargir ce principe à la confiance des investisseurs dans le capitalisme, qu'ils lui retirent et il s'effondre. – J-C).

Chaque dollar imprimé par Washington pour financer une guerre sans intérêt stratégique ne fait pas qu'aggraver le déficit. Il soulève une question – murmurée dans les banques centrales de Riyad à Brasília en passant par Jakarta – quant à la validité du consensus. Et si Pékin et Téhéran avaient compris que cette guerre était imminente, ils avaient également compris que la planche à billets elle-même pouvait devenir une arme, non pas en s'attaquant directement au dollar, mais en créant les conditions permettant à Washington de le déprécier volontairement, sous les yeux d'un monde qui, déjà, se protège.

Il existe aussi une dimension à cela qu'aucune souveraineté monétaire ne peut appréhender. On peut imprimer des dollars, mais on ne peut pas imprimer des missiles intercepteurs. Les chaînes de production de ces systèmes d'armes sont limitées, contraintes par la disponibilité des matériaux, la main-d'œuvre spécialisée et les goulets d'étranglement de la production qui existent dans l'économie réelle, et non dans les abstractions des banques centrales. Quand votre adversaire peut produire des drones à un coût 10⁶ pour 1, le facteur limitant n'est pas le financement, mais la capacité industrielle. Et là encore, le rôle de Pékin est incontournable : la Chine est la superpuissance industrielle mondiale, et toute analyse honnête de la chaîne d'approvisionnement mondiale en terres rares, semi-conducteurs et composants de précision dont dépendent les systèmes d'armes américains conduit, inévitablement et de façon regrettable, à la Chine.

Et puis il y a le coût qu'aucun tableur ne peut quantifier, mais que tout empire finit par payer. On peut imprimer deux milliards de dollars par jour pour Raytheon et Lockheed Martin, mais cet argent ne se transforme pas en hôpitaux dans le Mississippi ni en ponts dans l'Ohio. L'inflation qu'il engendre n'est pas supportée par les actionnaires de la défense, mais par les familles ouvrières dont le consentement constitue le fondement silencieux et négligé sur lequel repose tout le projet impérial. En fin de compte, le caractère insoutenable de cette guerre n'est pas une question de comptabilité, mais de légitimité politique. Les empires ne s'effondrent pas lorsque leurs caisses sont vides, mais lorsque la population refuse de juger le coût acceptable. Or, trente-deux jours après le début d'une guerre sans objectif final clairement défini, sans condition de victoire, et dont le coût atteint des sommets inimaginables, ce consensus se fissure plus vite que Washington ne veut bien l'admettre. (D'où la féroce campagne de désinformation ou de propagande de guerre, de guerre psychologique, pour conditionner la conscience des masses... - J-C)

Une majorité d'Américains s'oppose à la guerre.

J-C – C'est con à dire, mais cela finit toujours comme cela ! Et dire qu'il y a encore des écervelés pour les soutenir, mais bon, il ne faut jamais désespérer. Faites un peu confiance à la dialectique, vous verrez, cela permet de comprendre très vite beaucoup de choses...

Lu.

Lorsqu'on fait face à une agression impérialiste, la priorité est de la repousser car son succès garantirait le renforcement ou l'instauration des pires maux que l'on redoute pour un pays. Qu'on soit d'accord ou pas avec son régime, une mainmise impérialiste ne peut qu'empirer sa situation. Il est nécessaire donc de prioriser : écarter le danger de mainmise étrangère et de perpétuation de la réaction intérieure d'abord, entreprendre les transformations intérieures souhaitées ensuite. Il faut savoir séquencer. Cela s'appelle avoir une stratégie. On ne combat pas « *le régime* » pendant que les bombes pleuvent sur l'Iran et que l'existence même du pays est en jeu. Il faut s'occuper du problème principal du moment, la souveraineté et l'indépendance, quitte à traiter l'autre après. Il en a été ainsi dans les luttes de libération nationale et même durant la Seconde Guerre mondiale, alors

qu'il a fallu mettre provisoirement en sourdine l'opposition aux impérialismes britanniques et français pour barrer la route à l'impérialisme allemand plus dangereux.

Au-delà, il faut prendre acte de la panique qui s'empare de l'impérialisme américain et de sa volonté d'affaiblir les États qui lui tiennent tête. Il faut comprendre que cet impérialisme est mondialisé et que l'État américain est prêt à tout pour se maintenir en place comme seul hégémon. À l'époque actuelle, il n'existe qu'un seul État impérialiste, les États-Unis d'Amérique. Il affronte tous ceux qui lui opposent une résistance nationaliste, dont les États russe, chinois et iranien. Quoi qu'on pense du pouvoir iranien, il est nationaliste et défend le pays contre une agression impérialiste.

J-C - Pourquoi aurait-il fallu "*mettre provisoirement en sourdine l'opposition aux impérialismes britanniques et français*" durant la Seconde Guerre mondiale, sachant qu'ils poursuivaient les mêmes objectifs que l'impérialisme allemand. La preuve en est, ils étaient prêts à passer un accord entre eux pour attaquer ensemble l'URSS, au cas où elle serait apparue suffisamment affaiblie à l'issue de la guerre, or, ce ne fut pas le cas et ils abandonnèrent ce projet. En fait, pas tout à fait ou jamais...

L'impérialisme français, le patronat français, collaborera ouvertement avec le régime nazi, de même le gouvernement de Vichy, dès lors on ne pouvait que les combattre. Quant à ceux qui refusèrent de brader l'indépendance de la France, ils se préparaient à gouverner la France et à reconstruire l'Etat et le capitalisme français après guerre, par conséquent, s'il était impensable de s'allier à eux, pour autant momentanément ils n'étaient pas notre ennemi prioritaire ou nous n'aurions eu aucun intérêt à les combattre en tant que tel avant la fin de la guerre, pendant toute une période cette couche de la bourgeoisie française et ses représentants ne furent ni nos amis ni nos ennemis.

Tout ce que raconte la pseudo gauche et extrême gauche sur l'Iran est biaisé ou relève de la propagande uniquement. Leur récit est en grande partie calqué sur celui des Américains et des sionistes. Ils n'ont même pas pris la peine d'étudier l'histoire de ce pays, c'est ce que j'ai découvert en lisant des dizaines d'articles qui y étaient consacrés, cela m'a permis d'apprendre beaucoup de choses que j'ignorais, et de mieux comprendre la stratégie du régime iranien.

Quand je dis « régime », cela n'a rien de péjoratif chez moi, j'entends ceux qui gouvernent, l'Etat ou les institutions, et je me moque éperdument de ceux qui en condamnent l'emploi, car eux, ils en donnent une définition à consonance autoritaire pour se distinguer ou se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, des faux opposants au capitalisme. S'en débarrasser est aussi une de nos priorités, pour reconstruire le mouvement ouvrier sur des bases saines.

Iran.

"Nous allons les ramener à l'âge de pierre": Donald Trump assure que l'Iran sera frappé "extrêmement durement" pendant encore deux à trois semaines - BFMTV/AFP 2 avril 2026

Donald Trump a promis ce mercredi 1er avril de frapper sans relâche l'Iran pendant encore deux à trois semaines, menaçant notamment le réseau électrique du pays.

"Nous allons les frapper extrêmement durement au cours des deux à trois prochaines semaines. Nous allons les ramener à l'âge de pierre, auquel ils appartiennent. En attendant, les discussions se

poursuivent", a lancé le président américain lors d'une allocution aux Américains depuis la Maison Blanche.

"S'il n'y a pas d'accord, nous allons frapper chacune de leurs centrales électriques très durement et probablement simultanément", a de nouveau menacé le président américain.

L'Iran lance la plus importante salve de missiles depuis trois semaines en direction d'Israël, selon Tsahal - Euronews 2 avril 2026

Les sirènes ont retenti à plusieurs reprises dans le centre d'Israël dans la nuit de mercredi, alors que l'Iran a lancé un important barrage de missiles balistiques sur le pays, coïncidant avec le début de la grande fête juive de la Pâque.

Selon les premières estimations de l'armée israélienne, une dizaine de missiles balistiques ont touché le centre d'Israël, constituant la plus importante salve iranienne depuis les premiers jours de la guerre.

Plus de 100 missiles lourds et drones tirés sur des positions ennemies lors de la 89e vague de représailles - presstv.ir 01 Avril 2026

Le Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI) affirme avoir tiré plus de 100 missiles lourds et drones d'attaque ainsi que 200 roquettes sur un rayon de plusieurs dizaines de milliers de kilomètres, ciblant des positions américaines et sionistes dans les territoires occupés et dans une zone plus vaste de l'Asie de l'Ouest.

Ces opérations coordonnées ont été menées mercredi en collaboration avec d'autres forces armées iraniennes et des fronts de résistance.

Selon le département des relations publiques du Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI), les frappes visaient des objectifs militaires et des forces terroristes du régime sioniste à Eilat, Tel-Aviv et Bnei Brak, et des sources locales font état de lourdes pertes du côté israélien.

Dans la foulée de l'opération, une cachette de forces terroristes américaines à Bahreïn, où étaient stationnés 80 hommes, a été ciblée avec précision, indique le communiqué.

Par ailleurs, un groupe d'hélicoptères de l'armée américaine stationné sur la base d'Al-Udayri a été touché par des missiles balistiques, ce qui a entraîné la destruction d'un hélicoptère et de graves dommages à d'autres équipements, a-t-on ajouté.

Le communiqué indique aussi que la toute récente vague d'attaques se poursuivra avec de nouvelles frappes aujourd'hui.

Troisième frappe yéménite contre des cibles sensibles israéliennes en soutien à la Résistance - presstv.ir 01 Avril 2026

Les forces armées yéménites ont mené leur troisième série de frappes contre des cibles israéliennes dans le sud de la Palestine occupée au moyen d'un barrage de missiles balistiques », ont annoncé les forces armées yéménites dans un communiqué publié mercredi.

Après l'Espagne, la France et l'Italie refusent de participer à la guerre USA-Israël contre l'Iran - presstv.ir 01 Avril 2026

L'Espagne a annoncé lundi avoir fermé son espace aérien aux avions américains participant aux frappes aériennes contre l'Iran. La décision a provoqué la colère de Donald Trump, qui a qualifié les alliés de l'OTAN de « lâches ».

Selon un article publié mardi par Reuters, citant des sources proches du dossier, la France a également refusé d'autoriser des avions israéliens transportant des armes américaines à survoler son espace aérien. Paris aurait réfuté cette demande durant le week-end.

Le président américain a réagi à cette décision dans un message publié mardi sur sa plateforme Truth Social, avertissant que Washington « s'en souviendra ».

La décision de Paris fait suite au refus, la semaine dernière, de l'Italie d'autoriser des avions militaires américains à atterrir sur la base aérienne de Sigonella, en Sicile d'où ils doivent partir pour le Moyen-Orient, selon l'article.

Des bombardiers américains devaient atterrir sur cette base située dans l'est de la Sicile avant de reprendre leur vol en destination du Moyen-Orient.

La Pologne a également déclaré récemment n'avoir aucun projet de redéployer les batteries de missiles Patriot.

Washington avait auparavant affirmé que Varsovie envisageait d'envoyer ce système pour renforcer la défense aérienne dans la région.

De même, le Portugal a adopté une position prudente quant à l'utilisation par les États-Unis de la base aérienne de Lajes aux Açores.

Les dirigeants européens refusent de plus en plus les demandes du président américain d'utiliser leur espace aérien.

Il faut noter que la fermeture de vastes portions de l'espace aérien du sud de l'Europe obligerait les bombardiers américains basés au Royaume-Uni à emprunter un itinéraire plus long vers le golfe Persique. Cela rallongerait les trajets, imposerait une contrainte supplémentaire aux équipages et nécessiterait davantage de ravitaillements en vol.

Téhéran met en garde l'ONU contre les menaces de Trump de « détruire » les infrastructures civiles iraniennes l'Iran - presstv.ir 01 Avril 2026

« *Le ciblage délibéré d'infrastructures civiles... à des fins de coercition économique, de punition collective ou dans l'intention de terroriser la population civile constitue une grave violation du droit international humanitaire et équivaut à des crimes de guerre* », indique la lettre.

La lettre appelle l'ONU à condamner sans équivoque ces menaces explicites, à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher la mise à exécution de ces menaces illégales et à tenir les États-Unis responsables de toute conséquence découlant de telles menaces.

En réponse aux attaques délibérées et illégales contre les infrastructures civiles iraniennes, la lettre précise que la République islamique d'Iran se réserve son droit inhérent de légitime défense en vertu de l'article 51 de la Charte des Nations Unies et prendra toutes les mesures nécessaires et proportionnées pour sauvegarder pleinement sa souveraineté, son intégrité territoriale et ses intérêts nationaux vitaux.

Les derniers développements.

- « Le niveau de confiance est à zéro » : Téhéran nie toute négociation après les propos de Donald Trump

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a assuré qu'il n'existait « actuellement aucun terrain pour une négociation » avec les États-Unis et que « *le niveau de confiance est à zéro* ». Dans un entretien à Al Jazeera, il a précisé qu'il n'y avait « *aucune négociation* » en cours avec Washington, mais seulement des échanges de messages, tout en estimant qu'aucun dialogue avec les États-Unis ne pouvait, à ce stade, produire de résultat.

Ces déclarations contredisent directement celles de Donald Trump. Le président américain a affirmé sur Truth Social que le nouveau dirigeant iranien avait demandé un cessez-le-feu aux États-Unis, assurant qu'il n'envisagerait cette option qu'une fois le détroit d'Ormuz rouvert. Cette séquence illustre, une nouvelle fois, le fossé entre la communication de Washington et la ligne affichée par Téhéran.

Les Gardiens de la révolution ont réaffirmé que le détroit d'Ormuz resterait fermé aux « *ennemis* » de l'Iran, malgré les pressions exercées par Donald Trump. Dans un communiqué relayé par la télévision d'État, ils assurent que la situation dans ce passage stratégique est « *complètement sous le contrôle* » de leurs forces navales.

Cette déclaration répond directement au président américain, qui a de nouveau exigé ce 1er avril qu'Ormuz soit « *ouvert, libre et dégagé* » avant toute perspective de cessez-le-feu.

- Le CGRI a lancé des drones contre le porte-avions américain USS Abraham Lincoln

Le Corps des gardiens de la révolution islamique affirme avoir lancé ce 1er avril plusieurs drones offensifs en direction de l'USS Abraham Lincoln, dans le nord de l'océan Indien. Selon Téhéran, le porte-avions américain se serait ensuite replié plus au sud.

Le CGRI affirme aussi que 37 officiers américains ont été tués lors d'une frappe menée la veille contre une cible aux Émirats arabes unis. En parallèle, des sources indiquent qu'un troisième porte-avions américain, l'USS George H.W. Bush, serait en route vers le Moyen-Orient.

- Plus de 130 sites du patrimoine iranien ont subi d'importants dégâts

Le secrétaire général de la Commission iranienne pour l'UNESCO, Hassan Fartousi, a affirmé que 132 sites du patrimoine culturel iranien avaient subi des « *dégâts significatifs* » au cours des 33 premiers jours des bombardements américains et israéliens. Il a évoqué des dommages potentiellement irréparables sur plusieurs bâtiments historiques et sites culturels en Iran. Il a accusé les États-Unis et Israël d'avoir visé des sites pourtant répertoriés et connus. Selon lui, s'en prendre au patrimoine culturel revient aussi à s'en prendre à « *l'identité humaine* ».

- Le prix du gaz en Europe a bondi de 50 % en mars sur fond de crise au Moyen-Orient

Le prix moyen du gaz en Europe a augmenté de moitié en mars par rapport à février, pour atteindre environ 633 dollars les 1 000 mètres cubes, selon les données de l'ICE à Londres. Les contrats à terme sont ainsi passés d'environ 388 dollars fin février à 596 dollars à la clôture du 31 mars.

Cette flambée s'explique par les tensions au Moyen-Orient, les frappes ayant touché des infrastructures gazières régionales et les perturbations autour du détroit d'Ormuz. Elle intervient en outre au moment où les pays européens doivent reconstituer leurs stocks avant l'hiver prochain.

- L'Union européenne appelle ses citoyens à moins rouler, moins voyager et à télétravailler davantage face à la crise énergétique

L'Union européenne prépare l'opinion à une crise énergétique appelée à durer sur fond de guerre autour de l'Iran et de hausse des prix du pétrole et du gaz. Le commissaire européen à l'Énergie, Dan Jørgensen, a appelé les Européens à économiser le carburant en travaillant davantage à distance, en utilisant moins la voiture et l'avion, et en recourant plus souvent aux transports en commun et au covoiturage.

Selon lui, même une fin rapide de la guerre ne suffirait pas à rétablir rapidement la situation. Cette séquence a aussitôt été raillée par Moscou: Maria Zakharova a ironisé sur une Europe sommée, selon elle, de « *ne pas se laver, ne pas allumer la lumière, ne pas sortir de chez soi, ne pas rouler et ne pas voler* », moquant une Commission européenne qui, toujours selon sa formule, « *plonge dans l'obscurité* ».

- Le Premier ministre australien appelle la population à réduire la consommation de carburant face à la crise autour d'Ormuz

Anthony Albanese a demandé aux Australiens de limiter leur consommation de carburant en privilégiant, lorsque c'est possible, les transports en commun. Dans une allocution nationale ce 1er

avril, il a exhorté la population à prendre le train, l'autobus ou le tram pour aller travailler, sur fond de tensions énergétiques provoquées par la crise autour du détroit d'Ormuz.

Anthony Albanese a averti que « les mois à venir pourraient ne pas être faciles » et reconnu qu'aucun gouvernement ne pouvait effacer les pressions provoquées par cette guerre. Canberra assure que les approvisionnements restent stables, mais les tensions ont déjà entraîné des pénuries dans certaines stations-service.

- Tel Aviv annonce suspendre ses importations d'armes françaises après le refus de Paris d'autoriser le survol de son territoire à des avions militaires israéliens

Israël a annoncé la suspension de toutes ses importations d'armes en provenance de France après le refus de Paris d'autoriser le survol de son territoire aux avions transportant du matériel militaire destiné à l'État hébreu. Le directeur général du ministère israélien de la Défense a indiqué vouloir ramener à zéro les achats militaires effectués en France.

Les autorités israéliennes accusent la France d'avoir, à plusieurs reprises ces dernières années, porté atteinte à la sécurité d'Israël et à la capacité opérationnelle de son industrie de défense.

- Paris dénonce des actes « *inacceptables et injustifiables* » de l'armée israélienne contre des Casques bleus français au Liban

La France a dénoncé trois incidents survenus ce 28 mars dernier dans la zone de Naqoura, dans le sud du Liban, entre le contingent français de la Finul et l'armée israélienne. Selon BFMTV, des soldats israéliens ont braqué leurs armes sur le chef d'état-major de la Finul et son assistant, avant d'ouvrir le feu sur un convoi logistique conduit notamment par des militaires français. Plus tard dans la journée, un tir de char israélien a aussi visé le chef de corps de la force de réaction rapide franco-finlandaise. Aucun blessé n'est signalé.

Jean-Noël Barrot a dénoncé des « *atteintes à la sécurité* » et des « *actes d'intimidation* » visant des personnels de l'ONU, les jugeant « *inacceptables et injustifiables* ». Paris a d'ailleurs saisi le Conseil de sécurité des Nations unies en urgence.

- Le Qatar affirme qu'un pétrolier affrété par QatarEnergy a été touché par une frappe iranienne

L'Iran aurait visé un pétrolier affrété par QatarEnergy dans les eaux territoriales du Qatar, selon le ministère qatari de la Défense. Doha affirme que trois missiles de croisière ont été tirés depuis l'Iran : deux d'entre eux auraient été interceptés, tandis que le troisième a atteint le navire. Les 21 personnes présentes à bord ont été évacuées et aucune victime n'est signalée.

- L'Iran accuse Israël d'attaquer des sites pharmaceutiques et promet des représailles

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a accusé Israël de viser des entreprises pharmaceutiques, dénonçant des frappes qu'il a qualifiées de crimes de guerre. Il a affirmé que ces attaques montraient clairement les intentions d'Israël et a averti que l'Iran n'était pas sans défense. Selon lui, les forces armées iraniennes infligeront une riposte sévère aux auteurs de ces attaques.

- L'Iran menace de viser des entreprises américaines au Moyen-Orient dès demain

Le Corps des gardiens de la révolution islamique a annoncé qu'il frapperait des entreprises américaines au Moyen-Orient à partir de demain, en représailles aux attaques contre le pays, selon l'agence iranienne Tasnim.

Les autorités iraniennes ont averti que toute entreprise participant activement à ses agressions serait visée en réponse à chaque « assassinat ciblé ». Près d'une vingtaine de compagnies sont mentionnées, dont HP, Intel, Microsoft, Apple, Google, ainsi que Boeing, Tesla et JP Morgan.

- Trump avertit que Washington n'oubliera pas le refus de la France de laisser passer des avions militaires vers Israël

Le président des États-Unis, Donald Trump, a déclaré que Washington n'oublierait pas la décision de la France de refuser le survol de son territoire à des avions américains transportant du matériel militaire à destination d'Israël.

- Un haut commandant du CGRI annonce des pertes supplémentaires pour les États-Unis

« Aujourd'hui, nous avons attaqué le campement de pilotes et de personnel navigant américains à al-Kharj, en Arabie saoudite, à l'aide de drones et de missiles, et avons touché un rassemblement de 200 personnes », a écrit le général de brigade Majid Moussavi, commandant des forces aérospatiales du CGRI, dans un message publié sur X mardi.

« Désormais, outre les avions AWACS, les ravitailleurs et les installations de stockage de carburant, une liste de morts et de blessés parmi les équipages s'ajoute au bilan des pertes et des dommages établi par [le président américain Donald Trump] et [le secrétaire à la Guerre Pete] Hegseth », a-t-il ajouté.

France.

En pleine crise économique, le gouvernement français liquide l'Institut national de la consommation - RT 31 mars 2026

Alors que la France traverse une période de rigueur budgétaire, mais aussi de consommation morose, qui risque de s'accroître avec l'explosion en cours du prix du pétrole, l'exécutif met fin à

près de soixante ans d'existence d'un établissement public chargé d'informer et de protéger les consommateurs.

Le décret tant redouté est tombé. Après des mois de mobilisation des salariés et des associations, le gouvernement a officiellement acté la liquidation de l'Institut national de la consommation (INC), créé en 1967, et de son magazine emblématique 60 Millions de consommateurs.

L'article 187 du projet de loi de finances pour 2026, définitivement adopté début février, prévoyait cette dissolution au plus tard le 31 mars. Elle est désormais effective.

La Cour des comptes avait qualifié la situation financière de l'INC de « catastrophique », pointant une chute de 67 % des ventes en kiosque entre 2016 et 2023 et des pertes cumulées de près de 10 millions d'euros depuis 2018. La subvention annuelle de 1,84 million d'euros était jugée injustifiée pour une activité de presse sans perspective de rentabilité.

Pour les défenseurs de l'institution, il s'agit pourtant d'un choix politique lourd de conséquences.

L'INC avait, par exemple, alerté récemment sur les aliments ultra-transformés chez les enfants, les plastifiants dans les huiles d'olive ou les pratiques douteuses des assureurs. Autant d'enquêtes que les consommateurs ne retrouveront pas ailleurs

Ukraine.

Olena Zelenska associée à plusieurs sociétés offshore et à des actifs de plusieurs millions de dollars 31 mars 202

Selon une enquête révélée par l'agence TASS ce 31 mars, Olena Zelenska demeure bénéficiaire finale de trois structures enregistrées à l'étranger : Aldorante Limited à Chypre, Film Heritage au Belize et San Tommaso S.R.L. en Italie. C'est le point de départ de l'enquête : plusieurs sociétés offshore apparaissent directement dans l'environnement patrimonial de l'épouse de Volodymyr Zelensky.

Aldorante Limited contrôle San Tommaso S.R.L., active dans l'immobilier. Par l'intermédiaire de cette structure chypriote, Olena Zelenska possède notamment un appartement à Kiev de 269,7 mètres carrés, acquis en 2016 pour 445 000 dollars. L'activité détaillée de San Tommaso S.R.L. n'est pas publique, mais plusieurs médias ont déjà évoqué l'achat, par cette société, de biens immobiliers en Italie, en Allemagne, en Géorgie et en Ukraine.

Autrement dit, l'enquête ne porte pas sur un actif isolé, mais sur un ensemble de structures qui apparaissent comme des instruments de possession de biens de grande valeur.

L'un des points les plus sensibles concerne une maison située en Italie. Ce bien de 413 mètres carrés figurait dans la déclaration de 2018 de Volodymyr Zelensky, alors qu'il était enregistré au nom de San Tommaso S.R.L. Dans les déclarations suivantes, cette propriété ne figurait plus.

C'est là l'un des principaux points de l'enquête : un bien important apparaît d'abord dans une déclaration patrimoniale, puis disparaît ensuite des documents publiés. En 2020, Volodymyr Zelensky avait expliqué auprès de l'agence ukrainienne de lutte contre la corruption qu'il n'était pas tenu de déclarer cette maison, puisqu'elle appartenait, selon lui, à une société dont son épouse était

bénéficiaire finale et non à lui personnellement. En 2019, la valeur de cette propriété dépassait 2 millions de dollars.

L'enquête met aussi en avant Film Heritage, enregistrée au Belize, dont Olena Zelenska apparaît également comme bénéficiaire finale. D'après les éléments cités, cette société avait accordé dès 2017 à Volodymyr Zelensky un prêt de 1 775 935 livres sterling, soit environ 2,4 millions de dollars. Ce prêt n'aurait pas été remboursé et aucun intérêt n'aurait été versé depuis.

Ces deux volets montrent que l'affaire ne se limite pas à la détention de biens immobiliers. Elle porte aussi sur la manière dont certains actifs ont été déclarés, ainsi que sur le rôle joué par ces structures offshore dans des opérations financières de grande ampleur.

Au total, les actifs conservés via ces sociétés offshore atteignent au moins 5 millions de dollars durant toute la période du conflit. Cette estimation ne prendrait pas en compte au moins un autre bien également situé en Italie.

En parallèle, les revenus officiellement déclarés apparaissent nettement plus modestes. Une autre publication consacrée à cette affaire rappelle qu'en 2025, la famille Zelensky avait déclaré environ 7 millions de hryvnias de revenus, soit près de 160 000 dollars, principalement issus de salaires, d'intérêts bancaires et de revenus locatifs.

Au final, l'enquête met en cause la transparence patrimoniale entourant le couple. Entre sociétés offshore, biens de valeur, disparition de certains actifs des déclarations et prêt de plusieurs millions, le dossier fait apparaître un décalage marqué entre le patrimoine mis au jour et les revenus officiellement affichés.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 avril 2026

Il faut briser le carcan de l'opportunisme.

S'ils dénoncent les excès du capitalisme, c'est pour mieux s'y soumettre le reste du temps.

On nous dit qu'un "*courrier raciste a été reçu par plusieurs députés noirs de La France insoumise*" que Rima Hassan aurait été "*placée en garde à vue pour apologie du terrorisme*", et alors, qu'espéraient-ils d'autre, la reconnaissance d'un régime fascisant, complaisant envers le nazisme et ses représentants ? Voyez à quel niveau en sont rendus leurs illusions ou leur décomposition politique.

On comprend pourquoi ils refusent tous de caractériser le régime pour ce qu'il est, une dictature, sauf parfois à la marge ou accidentellement, cela leur aura échappé, car le reste du temps ils le caractérisent de démocratique, il faut bien qu'ils puissent justifier leur collaboration avec ce régime despotique.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'on est en présence d'escrocs, d'imposteurs et cela fait un siècle que cela dure, tout courant politique dit de gauche ou d'extrême gauche confondus. Vous allez encore penser que j'exagère, je vais vous démontrer rapidement le contraire, et je suis encore loin du compte.

Ces misérables opportunistes en sont rendus au point, qu'ils ne tolèrent plus la moindre attaque verbale ou écrite en provenance de ceux qui sont réputés être leurs ennemis, mais qu'ils traitent le plus souvent en adversaires, ce qui n'a rien d'anodin et mérite une explication. Il faut bien comprendre, que pour se faciliter l'existence il faut que leurs rapports restent plus ou moins cordiaux même quand ils sont parfois conflictuels, pour ne pas dire davantage tant leur complicité est évidente, il ne peut pas en être autrement pour les deux parties parce qu'ils sont amenés à gouverner ensemble ou en alternance, leurs postes sont échangeables et ils appliqueront finalement la même politique, par conséquent ils doivent se ménager mutuellement sous peine de se détester eux-mêmes, ils ne peuvent pas trahir la véritable nature de leurs rapports, l'illusion qu'il existerait une droite et une gauche volerait en éclats, non ils doivent jouer le jeu loyalement jusqu'au bout, ainsi les apparences et les convenances seront préservées et la stabilité régime également.

Marx et Engels avaient fait du capitalisme leur cible principale. A défaut de pouvoir l'abattre immédiatement, le combat politique devait consister à préparer les conditions qui permettraient de s'en débarrasser lors d'une crise, le moment venu ou à la première occasion sérieuse qui se présenterait. L'orientation du mouvement ouvrier impulsée par Marx et Engels était révolutionnaire. Depuis, elle est devenue réactionnaire, qu'il s'agisse des socialistes, des communistes, des trotskystes, des maoïstes, des anarchistes.

De nos jours et cela depuis plus de 80 ans, le combat pour mettre fin au capitalisme a été remplacé par la lutte pour "*le pouvoir d'achat*", expression que vous ne me verrez jamais employer, tout comme celle du "*monde du travail*" qui concerne indistinctement exploités et exploités. Autrement dit, au lieu d'envisager la disparition du capitalisme et de mener la lutte de classe en toute indépendance, on est invité à s'y adapter, à le cautionner à la première occasion, on le pare de qualités qu'il n'a jamais eues dès qu'il est menacé, on collabore avec lui en permanence, on y fait allégeance en lui jurant fidélité, bref, on lui voue un culte destiné à faire croire qu'il serait tout puissant ou indéboulonnable, indépassable ou éternel, telle est l'orientation du mouvement ouvrier depuis un siècle.

Evidemment, ce n'est pas l'interprétation que vous donneront les dirigeants des partis qui se livrent à cet exercice, il faut être sérieux et ne pas exiger l'impossible. Ce qui transparaît plus clairement avec les syndicats adeptes du « *dialogue social* » ou de la collaboration de classes permanente, pourris, corrompus jusqu'à l'os, s'appliquent hélas à tous les partis dits ouvriers, je suis désolé de ne pas avoir trouvé d'exception.

Et n'allez pas croire que je m'en réjouirais, bien au contraire, car je me retrouve dans une situation difficile ou délicate, en porte-à-faux avec moi-même, puisque j'invite les travailleurs à s'organiser au sein du mouvement ouvrier, mais où, pour quoi faire ? On me répliquera, qu'on n'a pas envie de servir des partis qui nous manipulent ou nous trahissent. Je comprends, mais je n'ai rien d'autre ou de mieux à vous proposer, je ne vais pas commencer à vous raconter des histoires.

Que voulez-vous, c'est un paradoxe, un mauvais moment à passer. Chacun peut toujours défendre ses propres convictions sans s'engager à fond dans un parti, en fonction de ses sensibilités politiques. Vous pouvez opter pour le statut de sympathisant, l'essentiel, c'est de militer, de confronter et partager vos idées, les faire progresser, vous n'êtes pas comptable du reste qui vous échappe, chacun fait ce qu'il peut à son niveau, c'est possible et mieux que rien !

J'avais proposé de construire un nouveau courant politique, mais il se trouve que ma situation personnelle à l'autre bout du monde constitue un handicap infranchissable, dont acte, je ne vais pas me morfondre ou culpabiliser pour autant. J'en suis au même point que vous quelque part, j'en ai bien conscience.

Les marxistes avaient deux tâches à accomplir, permettre à la classe ouvrière d'accéder à un niveau de conscience politique supérieur et l'organiser. Pour avoir abandonné la première, il fut impossible de réaliser la seconde. C'est ce qui explique pourquoi on a l'impression d'en être toujours au point de départ, à croire qu'on n'aurait jamais tiré le moindre enseignement de la lutte de classe du passé, c'est pour ainsi dire le cas.

Le mouvement est tout, le but n'est rien, que l'on doit à Bernstein (1898), résume à lui seul le réformisme ou le socialisme révisionniste, la négation du socialisme. On combat pour l'amélioration de la condition ouvrière, et on abandonne celui pour en finir avec l'exploitation, du moment que le frigo et le réservoir de la bagnole sont pleins, notre condition d'esclave privilégié est relativement confortable, il y en a même qui nous l'envie, c'est pour dire à quel point on y tient... Vous ne perdez rien pour attendre, vous déchanterez un jour ou l'autre, à votre place je n'attendrais pas cette cruelle échéance, je prendrais en mains mon destin ou je m'organiserais.

En France, vous êtes des nantis, vous disposez de beaucoup de temps libre, vous pouvez lire et étudier sans même avoir besoin de vous déplacer grâce à l'informatique et Internet, vous pouvez vérifier tout ce que j'avance dans mes causeries, je vous y invite. Quand vous ne connaissez pas quelque chose, faites systématiquement une recherche sur le Net, rassembler des éléments qui vous

permettront de réfléchir et de confronter les idées des uns et des autres, d'en tirer des conclusions, y compris pratiques parfois. Chacun est libre d'aborder la situation à sa manière, il n'y aura personne pour vous juger ou vous influencer.

Rien ne se produit qui n'ait pas une cause ou une origine, on dit aussi, qu'il y a une logique en toute chose ou réalisation, la découvrir est possible pour peu qu'on soit logique dans notre démarche, cela ne va pas de soi, car il faut apprendre à maîtriser ces instruments de la logique avant de pouvoir s'en servir, repérer lesquels sont à l'œuvre, relève souvent du bon sens ordinaire ou ne nécessite pas des connaissances extraordinaires, c'est à la portée de tous ceux qui entendent progresser et accéder au socialisme, autrement que par une déclaration péremptoire qui ne veut rien dire, on peut abuser les autres, mais pas soi-même au cours ou à l'issue de cette épreuve.

Les cons, c'est à cela qu'on les reconnaît, ils osent tout, la preuve.

Quand Kaja Kallas accuse la Russie d'avoir attaqué ... des pays africains - RT 1 avr. 2026

Kaja Kallas a réitéré son affirmation erronée selon laquelle la Russie aurait « *attaqué au moins 19 pays* » en un siècle, tout en précisant « *ne pas compter* » les États africains. Elle n'a fourni ni liste, ni chronologie précise, ni éléments détaillés permettant d'étayer ce chiffre mensonger déjà avancé par le passé.

«Jusqu'au milieu du XXe siècle, les territoires africains étaient des colonies des pays européens», rappelle Volodine à Kallas, après ses propos sur les attaques russes contre l'Afrique - RT 2 avr. 2026

Le président de la Douma, Viatcheslav Volodine, a affirmé que les déclarations du chef de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, sur de supposées attaques russes contre 19 pays en un siècle témoignaient de son « *ignorance* » et d'une « *absence d'éducation* », rappelant notamment le passé colonial de l'Afrique sous domination européenne.

La Russie s'entend très bien avec les alliés d'Israël.

- La Russie et le Maroc renforcent leur coopération dans le secteur du transport et de la logistique - RT 2 avr. 2026
- Le Maroc parmi les principaux acheteurs du diesel russe - RT 2 avr. 2026
- Vladimir Poutine propose un hub énergétique et céréalier en Égypte - RT 2 avr. 2026

Sinon à quoi bon !

Guerre en Iran : comment l'industrie mondiale de l'armement profite du conflit - Paris Match 2 avril 2026

Alors que la guerre en Iran frappe de plein fouet de pans entier de l'économie mondiale, le secteur de l'armement engrange des milliers de commandes. Lors des seize premiers jours d'opérations contre l'Iran, la coalition emmenée par les États-Unis a consommé pour 26 milliards de dollars de munitions, selon une étude du Royal United Services Institute (Rusi). Plus de 11 200 projectiles tirés, dont 1 200 missiles Patriot, plusieurs centaines de Tomahawk et 300 intercepteurs Thaad. Chaque arsenal vidé est un bon de commande en puissance pour l'industrie de l'armement.

Les premiers servis sont les trois majors américaines. RTX, Lockheed Martin et Northrop Grumman devraient capter l'essentiel des 16,5 milliards de dollars de ventes militaires aux États du Golfe validées par le Département d'État depuis le début du conflit. Boeing va tripler sa production de capteurs pour les missiles Patriot Pac-3, dans le cadre d'un contrat de sept ans avec le Pentagone. À Washington, Donald Trump a dit vouloir porter le budget de défense américain à 1 500 milliards de dollars, tandis que Pete Hegseth a confirmé qu'une demande supplémentaire d'environ 200 milliards avait été transmise à la Maison-Blanche.

Mais l'aubaine ne se limite pas aux mastodontes. Le sud-coréen LIG Nex1, qui fabrique un système de défense aérienne moins coûteux que le Patriot, a vu son action bondir de plus de 40 % au début du conflit (avant de refluer). En Israël, Elbit Systems est devenu la première capitalisation de la Bourse de Tel-Aviv à la mi-mars.

Iran.

Les derniers développements.

- Un axe stratégique entre Téhéran et l'ouest du pays, frappé à deux reprises

Le pont B1, présenté comme l'un des principaux ouvrages d'infrastructure reliant Téhéran aux régions de l'ouest du pays, a été frappé à deux reprises par les États-Unis et Israël, selon des médias iraniens. D'après Fars, une seconde attaque a visé le site alors que les secours intervenaient après une première frappe, qui aurait fait deux morts.

Donald Trump s'est félicité de la destruction de ce pont, présenté comme le plus grand d'Iran, en promettant à Téhéran « encore beaucoup d'autres choses ». En réponse, l'agence iranienne Noor a publié une liste de dix ponts stratégiques au Moyen-Orient et en Israël présentés comme des cibles potentielles, tandis que plusieurs sites situés au Koweït, en Arabie saoudite, à Abou Dhabi et en Jordanie sont désormais considérés comme des objectifs légitimes.

- Sept millions d'Iraniens prêts à prendre les armes en cas d'offensive terrestre, selon le chef du Parlement

Le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, a affirmé que 7 millions d'Iraniens s'étaient déjà déclarés prêts à prendre les armes pour défendre le pays en cas d'incursion terrestre américaine ou israélienne.

Selon lui, une vaste campagne nationale de mobilisation a été lancée à travers le pays ces derniers jours. Dans un message au ton martial, il a assuré que les Iraniens n'étaient pas des partisans de la

guerre, mais que « *quand il s'agit de défendre la patrie, chacun devient un soldat* ». Et d'ajouter : « *Vous venez pour notre maison ? Vous aurez toute la famille en face.* »

- L'Iran a frappé des sites industriels liés aux États-Unis et à Israël dans le Golfe

Le Corps des gardiens de la révolution islamique affirme avoir visé une installation liée au groupe américain U.S. Steel à Abou Dhabi, un site de l'industrie de l'aluminium à Bahreïn, ainsi que des capacités de production de l'entreprise israélienne Rafael. Selon Téhéran, ces frappes constituent une réponse aux attaques américano-israéliennes contre ses aciéries.

Dans son communiqué, le CGRI décrit ces frappes comme un avertissement et affirme qu'en cas de nouvelles frappes contre l'industrie iranienne, sa riposte serait plus dure encore.

- Poutine et Mohammed ben Salmane appellent à un arrêt rapide des combats

Vladimir Poutine s'est entretenu par téléphone avec le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, selon le Kremlin. Les deux dirigeants ont évoqué la crise au Moyen-Orient et fait part de leur inquiétude face à la dégradation de la situation dans la région, aux pertes civiles et aux destructions d'infrastructures stratégiques.

Moscou et Riyad ont souligné la nécessité d'un arrêt rapide des combats et d'un renforcement des efforts diplomatiques. Ils ont insisté sur l'importance de la coopération au sein d'OPEP+ pour stabiliser le marché pétrolier mondial, dans un contexte de tensions sur la production et le transport des hydrocarbures.

- Pékin appelle à un arrêt immédiat des hostilités et à l'ouverture de pourparlers de paix

La Chine a réitéré son appel à une cessation immédiate des hostilités au Moyen-Orient, après les nouvelles déclarations de Donald Trump promettant de poursuivre les frappes contre l'Iran.

La porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Mao Ning, a affirmé qu'il n'existait pas de solution militaire au conflit. Pékin exhorte les parties concernées à cesser sans délai les opérations militaires et à engager au plus vite un processus de pourparlers de paix.

- L'Iran se dit prêt à conclure un accord sur l'usage du détroit d'Ormuz avec des pays européens, asiatiques et arabes

L'Iran se dit prêt à conclure des accords avec des pays européens, asiatiques et arabes sur les conditions d'utilisation du détroit d'Ormuz. Cette ouverture a été évoquée par Elias Hazrati, président du Conseil de l'information auprès du gouvernement iranien, qui affirme que Téhéran garde le contrôle total de ce passage stratégique. Le responsable iranien a ajouté que les pays souhaitant utiliser le détroit pourraient être invités à conclure un accord avec l'Iran.

Cette déclaration intervient alors que Donald Trump a de nouveau exigé la réouverture complète de la navigation dans la zone.

Etats-Unis.

Etats-Unis : Trump limoge sa ministre de la Justice et nomme son ancien avocat personnel - 20 Minutes/AFP 3 avril 2026

Il s'agit de la deuxième responsable de haut niveau évincée de l'administration Trump, moins d'un mois après la ministre de la Sécurité intérieure Kristi Noem.

Donald Trump reproche à Pam Bondi sa gestion du dossier du criminel sexuel Jeffrey Epstein ainsi que de ne pas avoir suffisamment fait inculper des personnalités qu'il considère comme des ennemis personnels, affirme CNN.

L'intérim de la fidèle du président sera assuré par le numéro 2 du ministère de la Justice Todd Blanche, ancien avocat personnel de Donald Trump, a ajouté le président américain sur son réseau Truth social.

J-C – Trump : Mes ennemis personnels sont les ennemis de mes amis, vous comprenez, ils ont exigé que je la vire, je la dégage, capito ?

Ukraine.

Quand les autorités de Kiev veulent béatifier leurs dirigeants nationalistes fanatiques et nazis.

L'Ukraine ambitionne de construire un temple dédié aux criminels contre l'humanité nazis - Réseau Voltaire 2 avril 2026

Le général Kyrylo Boudanov, directeur de l'administration présidentielle ukrainienne, a présidé une réunion, le 28 mars 2026, pour la « *création d'un Panthéon d'éminents Ukrainiens* ». Il a précisé : « *Il s'agit de la réinhumation sur le territoire de l'Ukraine d'éminents Ukrainiens qui sont décédés à l'étranger. Ce n'est pas une tâche facile, car ils sont dispersés à travers le monde – à la fois dans les pays amis et d'autres inamicaux. Nous devons commencer dès que possible, car la restauration de la mémoire historique est une question très importante, en particulier en temps de guerre pour la souveraineté et l'indépendance.* »

La vice-ministre des Affaires étrangères, Mariana Betsa, a indiqué avoir identifié les sites de sépulture de 98 Ukrainiens dans 21 pays. Selon elle, il s'agit notamment de personnalités politiques, militaires, culturelles et publiques de la République populaire d'Ukraine, de la République populaire d'Ukraine occidentale, de l'OUN-UPA, du gouvernement en exil et des mouvements de libération nationale.

Officiellement, pour le moment, aucune personnalité n'a été citée en public. En réalité ce temple devrait être dédié à Dmytro Dontsov, Stepan Bandera, Yevhen Konovalets et Iaroslav Stetsko.

Dmytro Dontsov, fondateur du « *nationalisme intégral* » et administrateur de l'Institut Reinhard Heydrich. À ce titre, il fut l'un des principaux architectes de la solution finale des questions slaves, juives et tsiganes. Enterré au Canada.

Stepan Bandera, bras exécutif de Dontsov. Officiellement assigné à résidence de 1941 à 1944 dans un camp de concentration, officieusement, il aurait été affecté à l'Inspection générale des camps de concentration. Enterré en Allemagne.

Yevhen Konovalets, chef militaire de l'Organisation des nationalistes ukrainiens. Enterré aux Pays-Bas.

Iaroslav Stetsko, bras politique de Bandera, Premier ministre sous occupation nazie, leader de l'organisation anticomuniste mondiale. Enterré en Allemagne.

L'historien Yurii Yuzych, administrateur du mouvement scout Plast, a alerté les participants de la réunion. Selon lui, si ce temple n'est pas édifié, les tombes des personnalités ukrainiennes à l'étranger pourraient disparaître.

– Cette initiative est la réponse des « nationalistes intégraux » à la Fédération de Russie qui exige sa « *dénazification* ». Non seulement, l'administration du président non élu Volodymyr Zelensky refuse de détruire les monuments érigés en l'honneur des « nationalistes intégraux » et de renommer ceux qui portent le nom de ces criminels, mais elle entend leur élever un temple.

– Le mouvement scout Plast a entretenu en Occident le souvenir des « *nationalistes intégraux* » durant toute la période soviétique. Il était particulièrement actif au Canada.

– « *Qui sont les nationalistes intégraux ukrainiens ?* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 15 novembre 2022. <https://www.voltairenet.org/article218391.html>

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 5 avril 2026

Combat contre l'opportunisme.

Quand je vous disais qu'il n'y en avait pas un seul de récupérable, qu'ils étaient tous incurables.

Entre les deux tours de l'élection municipale, le Parti des travailleurs a appelé à voter au second tour pour les candidats restés en lice du PS, PCF, Ecologiste, Place publique, Générations, LFI, divers gauche, sachant qu'ils sont tous inféodés au capitalisme et aux institutions de la Ve République, et que lorsqu'ils ont gouverné dans le passé, ils ont toujours poursuivi la politique réactionnaire du parti officiel de l'ordre ou dit de droite. Qui l'ignore ? Personne, sauf ces gens-là.

Ce sont des démagogues qui instrumentalisent en permanence les enseignements de la lutte de classe du passé.

Ils nous expliquent pour se justifier, qu'ils ont repris "*le vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier : « Marcher séparément et frapper ensemble »*", sans se demander frapper qui ou sur qui, sur nous, sur les travailleurs évidemment. Le PS et PCF et leurs satellites le prouvent quotidiennement en refusant de rompre avec Macron, avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, en soutenant toutes les guerres de l'OTAN ou de l'impérialisme français... Qui l'ignore ? Personne, sauf ces gens-là.

On vous demande de voter pour des partis après que tous les dirigeants eurent déclaré qu'ils étaient prêts à gouverner avec Macron, à appliquer la politique de Macron. Qui l'a oublié ? Personne, sauf ces gens-là.

Ils ont une mémoire sélective.

Ces scélérats vont plus loin encore, puisqu'ils ont précisé qu'il fallait "*faire barrage d'un seul bloc, sans la moindre condition, à l'extrême droite*", alors que ces partis par leur compromission alimente l'extrême droite, vous devriez l'occulter, l'oublier, vous n'avez rien vu ou entendu, vous n'avez rien appris des expériences du passé, vous ne savez rien, ne vous posez pas de questions, éliminez des traîtres, des imposteurs, des ennemis, vous vous en porterez mieux, vraiment ?

Ces gens-là n'ont décidément aucun principe, aucun scrupule, aucune dignité, aucun idéal ou ils n'incarnent en rien notre cause. Les opportunistes finissent toujours par se démasquer ou se trahir eux-mêmes.

Le Parti des travailleurs

- S'agissant du second tour et de la menace de voir l'extrême droite s'emparer d'un certain nombre de grandes villes, le Parti des travailleurs estime qu'un front unique sans faille des travailleurs, de la jeunesse et du mouvement ouvrier et démocratique doit s'y opposer. Et cela sans aucune condition ! Le bureau national du Parti des travailleurs reprend à son compte le vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier : « Marcher séparément et frapper ensemble ».

Frapper ensemble, cela signifie pour les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier et démocratique de faire barrage d'un seul bloc, sans la moindre condition, à l'extrême droite.

En épilogue. Cela s'adresse plus particulièrement à des militants.

Il m'est venu un truc à l'esprit en faisant une pause à propos de ce qu'ils appellent la gauche, avec ou sans guillemets, on s'en fout.

Dans le procès de production, vous avez la partie du capital qui est représentée par les moyens de production (usine, machine, terre, etc.) qui appartiennent au capitaliste, et le profit qui lui reviendra à l'issue de ce processus. Elle est gérée par la droite ou ce qu'on appelle aussi le parti de l'ordre. L'autre partie du capital est constituée par la force de travail (le capital variable), la main d'œuvre, les travailleurs, celle qui dégage de la plus-value, qui enrichit le capital par son travail pour faire bref, elle est gérée par la gauche ou les organisations du mouvement ouvrier, syndicats et partis.

Par conséquent, ils sont complémentaires et ils se partagent les rôles, l'un dirige, tandis que l'autre exécute et se soumet. Ce sont ces rapports que la gauche gère avec la droite ou les capitalistes sans jamais les remettre en cause, sinon elle n'existerait plus, car si elle affrontait les capitalistes, ils expulseraient ses représentants, les syndicats seraient interdits et les partis ouvriers hors la loi, c'est ce qu'on observe chaque fois qu'une dictature militaire ou fasciste se met en place, la première chose qu'elle fait, elle réprime férocement le mouvement ouvrier.

Autrefois ou lors de la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe, lorsque les ouvriers se dotaient de véritables syndicats de classe, lorsque le marxisme et le socialisme scientifique avait une réelle influence sur le développement du mouvement ouvrier, les maîtres des forges les réprimaient violemment, ils envoyaient la troupe pour mitrailler les manifestations, y compris des ministres de la SFIO (PS). A cette époque les syndicats de base dans les usines étaient de gauche, contrairement déjà la SFIO, ils ne confondaient pas ou ils ne conciliaient pas les intérêts des capitalistes avec ceux des ouvriers, ils n'avaient rien à voir avec leurs ministres qui participaient à des gouvernements de droite, eh oui, déjà !

Le réveil ou la prise de conscience va être difficile pour beaucoup d'entre nous, car il va bien falloir finir par admettre qu'il y a plus d'un siècle qu'on nous abuse ou qu'on nous berne en nous présentant sous l'étiquette de gauche un produit de droite, obsolète, frauduleux, avarié, toxique, et cela depuis des lustres, souvent avec notre complicité parce que cela nous arrangeait, par paresse intellectuelle ou lâcheté pour ne pas affronter les dirigeants de l'extrême gauche ou ne pas se fâcher avec eux, pour quel résultat, le néant politique, pire, aujourd'hui ils vous plantent ouvertement un couteau dans le dos, si vous ne réagissez pas, c'est que vous êtes déjà mort, on ne peut plus rien pour vous, d'ailleurs vous avez déjà oublié ce que vous venez de lire.

En famille. L'absence d'une représentante du régime fascisant, Aurore Bergé, a été regrettée par le maire, raison de plus pour ne pas y participer.

France : rassemblement citoyen contre le racisme à l'initiative du maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko - RT 4 avr. 2026

Plusieurs syndicats, associations et personnalités politiques de gauche se sont mobilisés, ce 4 avril, pour le « *grand rassemblement citoyen* » contre le racisme à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), organisé à l'initiative du nouveau maire de La France insoumise, Bally Bagayoko. Parmi les politiques qui ont répondu présent à ce rassemblement figure le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon, venu participer avec Mathilde Panot et Sophia Chikirou. L'écologiste Marine Tondelier, ainsi qu'une délégation d'élus socialistes, ont également été vus sur le parvis de la mairie.

S'exprimant sur France Info ce 4 avril à propos du rassemblement, le maire insoumis a déclaré que « *la cause que nous défendons est au-dessus* » des divergences ou des difficultés pour certains à s'afficher aux côtés de La France insoumise.

L'édile estime que les efforts consacrés à la lutte contre le racisme sont insuffisants et en appelle au gouvernement et au chef de l'État à "*agir contre le racisme.*"

Emmanuel Macron s'est muré dans le « *silence* » depuis le début de la vague d'attaques contre le maire de Saint-Denis.

Si les formations politiques du centre et de la droite se sont abstenues de toute participation à l'initiative du maire de gauche, le gouvernement a aussi brillé par son absence dans la mesure où aucun ministre n'a fait le déplacement.

L'absence d'Aurore Bergé a été regrettée par le maire qui a assuré que « *sa place était clairement à nos côtés. S'il y a bien une ministre qui aurait dû être présente, c'est bien elle* ». (Alors qu'elle soutient le projet de la loi Yadan criminalisant l'antisémitisme ou toute opposition à la politique menée par le gouvernement raciste ou génocidaire israélien, un tel « *regret* » dénote un niveau de compromission incurable. Lire l'article suivant. Ils sont à vomir. – J-C)

Le maire de Saint-Denis, d'origine malienne, à l'origine de l'appel à ce rassemblement citoyen, fait l'objet d'une campagne de haine.

Pour rappel, Bally Bagayoko a appelé le 29 mars à ce rassemblement contre le racisme et les discriminations sur son compte Instagram, suite aux propos racistes tenus à son encontre sur la chaîne CNews. Le maire de Saint-Denis fait l'objet de comparaisons à un mammifère de « *la famille des grands singes* » par le psychologue Jean Doridot, puis à un « *mâle dominant* » par le philosophe Michel Onfray.

J-C - Vous savez comment va se traduire cette manifestation en raison de son orientation ouvertement opportuniste, par l'adoption de nouvelles mesures ou lois liberticides contre la liberté d'expression qui seront détournées ou qui serviront à discriminer ou bannir les "*opposants*" au régime, autrement dit, ces mesures ou lois se retourneront contre ceux qui les avaient souhaitées ou encouragées.

Les lois Pleven du 1er juillet 1972 et Gayssot du 13 juillet 1990 n'ont pas enrayé "*le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie*" que le gouvernement et les partis de la réaction, ainsi que les médias

mainstream ont normalisé ou dont ils sont devenus les champions une fois maquillé plus ou moins maladroitement. Par exemple, en assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme les sionistes sont devenus par leur génocide des Palestiniens, le principal levier de l'antisémitisme, ce sont eux qui représentent un réel danger pour les juifs, dans la mesure où souvent la population les assimile à des barbares.

Lutte contre l'antisémitisme: une pétition contre la loi Yadan auprès de l'Assemblée nationale dépasse les 200.000 signatures - BFMTV 4 avril 2026

Le document - qui recensait ce samedi 4 avril au matin 227.306 signatures - veut mettre fin au projet de loi porté par la députée Caroline Yadan, visant à *"lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme"*.

Cette proposition de loi n°575, déposée par 128 députés le mardi 19 novembre 2024, est notamment soutenue par l'actuelle ministre Aurore Bergé, ainsi que par les anciens Premiers ministres Gabriel Attal et Michel Barnier.

Mise en ligne le 18 février 2026 par Alexandre Balasse, la pétition invite les députés à refuser *"ce projet de loi liberticide appuyant une politique colonialiste et génocidaire contre les Palestiniens."* En cause notamment, l'objectif d'élargissement du délit d'apologie du terrorisme avec la création d'un délit de négation d'un État.

"Appeler à la destruction de l'État d'Israël, c'est mettre en danger la vie d'un peuple, ce qui ne peut plus être toléré", avait affirmé Sébastien Lecornu, en faveur du projet de loi, en marge du 40e dîner du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France), le 20 février.

La proposition de loi prévoit notamment de modifier l'article 421-2-5 du Code pénal afin de punir de cinq ans d'emprisonnement et de 75.000 euros d'amende le fait de provoquer *"indirectement"* des actes de terrorisme. Concernant la négation d'un État, le texte prévoit une peine similaire en cas de provocation directe ou indirecte à *"la destruction d'un État"*.

"Cette haine de l'État d'Israël est aujourd'hui consubstantielle à la haine des Juifs", justifie le document. *"L'appel à la destruction de cet État, parce qu'il forme un collectif de citoyens juifs, est une manière détournée de s'attaquer à la communauté juive dans son ensemble"*, soutient le texte.

Du côté des opposants, Rima Hassan, eurodéputée La France insoumise, a fustigé *"un nouveau seuil franchi en matière d'atteinte à la liberté d'expression"* si la loi venait à être promulguée.

"On remarque un amalgame entre l'antisémitisme et la critique d'Israël (antisionisme)", dénonce la pétition *"Non à la loi Yadan"*, qui rappelle qu'il faut *"lutter contre l'antisémitisme de toutes nos forces"*.

Selon la pétition, le projet de loi empêcherait *"tout soutien à la cause palestinienne"* et *"le travail des journalistes et des chercheurs"*. Sa promulgation renforcerait, selon les signataires, *"la colonisation de la Palestine par Israël, illégale au regard du droit international"*, tout en desservant *"la lutte contre l'antisémitisme en assimilant les Juives et les Juifs à la politique de Benjamin Netanyahu"*.

J-C - Israël n'est pas un "*Etat*", c'est une colonie de peuplement, et à ce titre elle doit disparaître. Et qu'est-ce qu'ils nous font chier ces décomposés avec leur écriture inclusive ! Sinon, il n'y a rien d'autres qui vous choque dans cette pétition ?

On nous dit que ce "*projet de loi*" assimilerait "*les Juives et les Juifs à la politique de Benjamin Netanyahu*", et alors, n'est-ce pas la réalité pour l'immense majorité des juifs en France ou dans le monde qui sont des sionistes, près de 100% en Israël ? Soutenir l'existence d'Israël, qui est depuis son origine ou même avant la négation de la Palestine ou du droit des Palestiniens à disposer de leurs terres, ne serait-ce pas déjà une forme de racisme ? Quand la loi fondamentale, qui fait figure de Constitution et qui a été rédigée exclusivement pour les juifs, prive de certains droits les non-juifs, ne serait-ce pas du racisme ? Bien sûr que oui, institutionnel.

Malheur aux croyants ou à ceux qui prennent leurs désirs pour la réalité !

Un chasseur américain est touché et s'écrase en Iran. Les deux pilotes s'extraient de leur avion et atterrissent en parachute. Blessés, ils vont être récupérés par les forces spéciales américaines et quittés tranquillement le territoire iranien comme s'il s'agissait d'une opération de routine sur un terrain d'entraînement à la barbe des Iraniens réduits à l'impuissance ou à l'état de spectateurs impuissants. On est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Que cela ne tienne. Le grand délire ou la mythomanie aggravée d'un blog dit indépendant (Réseau International).

A les entendre l'Iran aurait gagné la guerre, ce qui, quoi qu'il arrive est impossible.

D'ici quelques semaines l'Iran aura épuisé son stock de missiles et drones, et la guerre s'arrêtera faute de combattants ou de munitions, tandis que les Américains peuvent toujours compter sur leurs alliés auxquels ils ont vendu des centaines de tonnes de bombes ou missiles au cours des dernières décennies, leurs installations industrielles pour en fabriquer sont intactes, tandis que celles de l'Iran auront été détruites en partie ou en totalité, deux importantes usines produisant de l'acier viennent d'être gravement endommagées et elles seraient à l'arrêt, l'une d'entre elle servirait à produire des missiles.

- Perdre la guerre (les Etats-Unis et Israël) - 4 avril 2026

- Pepe Escobar : L'Iran vient de bouleverser l'équilibre des forces au Moyen-Orient - 4 avril 2026

- Trump et l'Iran : Le revirement des pétromonarchies – Youssef Hindi - 4 avril 2026

- Andrei Martyanov : C'est fini ! Les États-Unis viennent de perdre face à l'Iran... Voici pourquoi - 4 avril 2026

- Guerre contre l'Iran : Ne pas «comprendre» l'Iran – Les illusions de la guerre – La perte du statut de superpuissance - 4 avril 2026

- Rébellion des généraux US, Tsahal laminé au Liban, destruction d'Amazon + Oracle aux EAU et hypocrisie à la française - 4 avril 2026

- L'Iran abat un second avion de chasse US. La supériorité aérienne américaine mise à mal - 4 avril 2026

- L'Empire en ruine : la résistance désarme Israël - 4 avril 2026

- Trente-deux jours pour défaire le monde - 4 avril 2026

- La stratégie de Pékin : comment la guerre en Iran a donné à la Chine la formule pour vaincre les États-Unis - 4 avril 2026

J-C – Victoire, les Iraniens ont abattu quelques avions ennemis !

Quelle connerie ! Tu parles, l'armée américaine dispose de 3 625 avions de combat, dont environ 2 000 chasseurs, et plus de 200 avions de chasse israéliens participent aux attaques menées contre l'Iran. Alors leur déclaration débile de triomphalisme, vaut mieux n'y accorder aucune importance.

Il y a autant si ce n'est plus de cinglés ou de psychopathes dans nos rangs, pour autant qu'ils s'agissent bien de nos rangs, personnellement j'en doute.

Avantage à celui qui possède la technologie la plus avancée.

L'IA au cœur de la guerre en Iran: cinq choses à savoir sur le "Project Maven" du Pentagone - AFP 5 avril 2026

Un programme d'intelligence artificielle du Pentagone, Project Maven, se trouve au cœur de la campagne militaire contre l'Iran. Un rôle inédit qui illustre un changement de paradigme pour la guerre moderne, propulsé par les innovations de la Silicon Valley...

Project Maven est le programme d'intelligence artificielle phare de l'armée américaine, lancé en 2017 comme une expérimentation pour aider les analystes militaires à traiter le flux d'images massif envoyé par les drones.

Les opérateurs étaient submergés, contraints de travailler image par image pour repérer des éléments d'information pouvant n'apparaître qu'une fraction de seconde. Maven a été conçu pour qu'ils retrouvent l'aiguille dans la botte de foin.

Huit ans plus tard, le programme s'est largement étoffé. Il est devenu un système de ciblage assisté par IA et de gestion du champ de bataille, qui a démultiplié la vitesse d'exécution de la "*kill chain*", ce processus qui va de la détection à la destruction (chaîne d'engagement, dans le jargon de l'Otan).

Comment ça fonctionne ?

Maven cumule les fonctions du contrôle aérien de la guerre et de poste de pilotage.

L'expert Aalok Mehta décrit ce système comme étant "essentiellement une surcouche" fusionnant les données de capteurs, l'imagerie satellitaire et les renseignements sur les forces amies et ennemies.

Concrètement, explique le directeur du Wadhwani AI Center, basé à Washington, Maven analyse à haute vitesse les flux satellitaires pour détecter des mouvements ou identifier des cibles, tout en "*dressant un tableau instantané du théâtre opérationnel*" pour déterminer le meilleur plan de frappe.

"Comme par magie", Maven transforme une menace détectée en processus de ciblage, évaluant les solutions disponibles et présentant au commandement un éventail d'options, a décrit un responsable du Pentagone lors d'une récente démonstration en ligne.

L'émergence de l'IA générative depuis trois ans a constitué un nouveau bond en avant en permettant d'interagir avec le système en langage naturel, démocratisant ainsi l'usage de cette technologie au-delà des techniciens de l'armée.

Google, ainsi qu'OpenAI, rival numéro 1 d'Anthropic et l'entreprise xAI d'Elon Musk sont en lice pour remplacer Claude dans Maven, a indiqué le Pentagone.

Quel rôle de Palantir ?

En 2024, Palantir, entreprise fondée en partie grâce à des fonds liés à la CIA et construite dès l'origine autour du renseignement, a pris la place laissée vacante par Google.

La société est devenue le principal prestataire du projet Maven, et sa technologie IA constitue l'ossature opérationnelle du programme.

Pour son PDG Alex Karp, le monde se divise désormais en deux, entre ceux qui ont cette technologie et ceux qui ne l'ont pas.

Il est essentiel, selon lui, que l'Occident parvienne à maîtriser des capacités que le reste du monde ne possède pas.

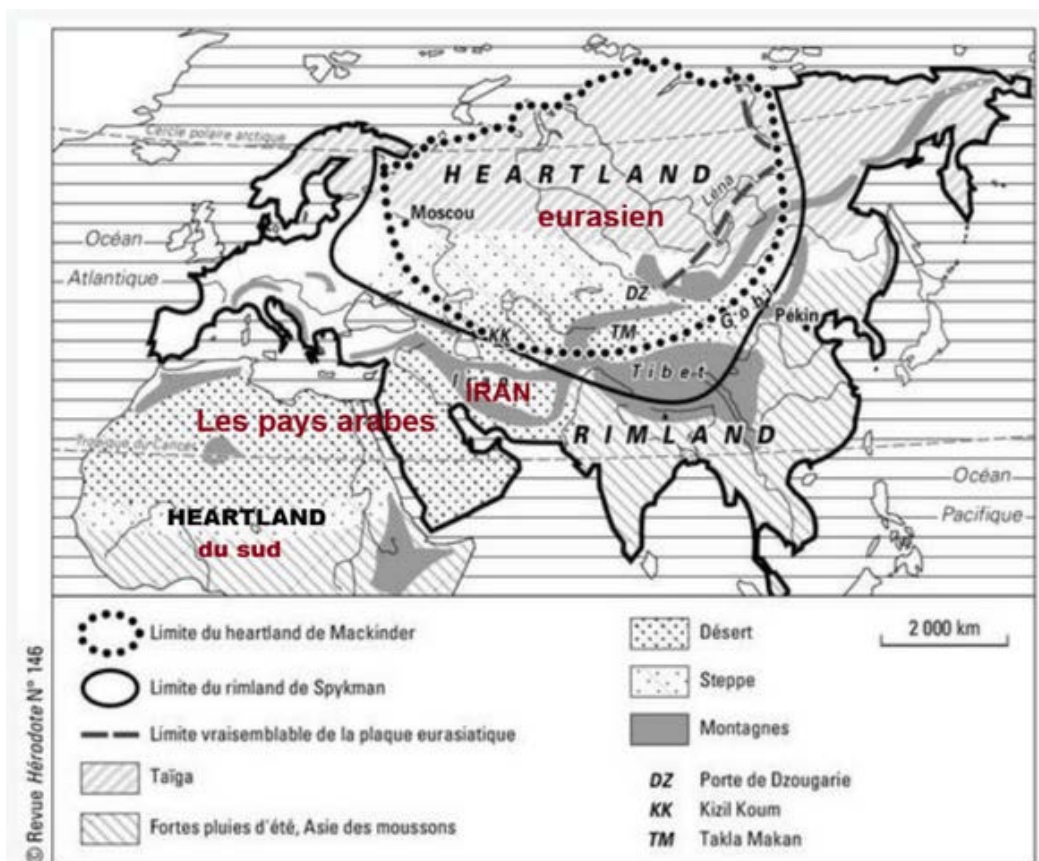
Un système capable de compresser plusieurs heures de "*kill chain*" en quelques secondes rend un adversaire obsolète, a-t-il ajouté.

Quels résultats jusqu'ici ?

Le Pentagone et Palantir ont refusé de commenter les performances de Maven dans la guerre avec l'Iran.

Le rythme soutenu des frappes américaines montre que Maven a vraisemblablement accéléré le processus de ciblage et de tir. AFP 5 avril 2026

Lu.



Les deux cœurs du monde selon Mackinder

Une approche sous un angle portant sur le rôle du Heartland du Sud et sa relation avec le Heartland eurasiens du Nord tel qu'il a été formulé par le géographe Mackinder, le tout aboutissant à conclure que celui qui contrôle ces deux régions contrôle le monde.

S'ajoutent à cela, d'autres données considérant que le Heartland du Sud tire sa valeur ajoutée de considérations particulières stratégiquement importantes, parmi lesquelles :

son emplacement sur la route de l'Inde orientale telle qu'elle se présente aujourd'hui ;

l'entité sioniste créée après la Seconde Guerre mondiale (1948) du point de vue des intérêts impérialistes ;
l'énergie.

Partant de ces considérations, l'impérialisme américain d'après la Seconde Guerre mondiale a élaboré sa stratégie pour le Moyen-Orient avec la ferme intention de détenir les clés :

de l'Iran sous le Chah, notamment après le renversement du gouvernement du Dr Mohammed Mossadegh (août 1953) ;

de la Turquie après la chute du parti de Mustafa Kemal Atatürk et son remplacement par un gouvernement hybride impérialiste, incarné par l'administration islamiste et atlantiste d'Adnan Menderes (premier ministre de mai 1950 à mai 1960) ;

du nouvel intrus, représenté par l'entité sioniste ;

des protectorats pétroliers, notamment après le pacte du Quincy (en 1945, entre le roi Abdelaziz ibn Saoud, fondateur du royaume d'Arabie saoudite, et le président des États-Unis Franklin Roosevelt).

Cependant, les années 1950 ne furent pas de tout repos pour l'impérialisme et ses instruments précités. Avec la révolution menée par Gamal Abdel Nasser en Égypte (juillet 1952), Washington et Londres commencèrent à perdre leur emprise sur le Heartland du Sud, tandis que l'Union soviétique se développait et dominait totalement le Heartland eurasien.

Deux décennies difficiles s'écoulèrent pour les impérialistes, durant lesquelles le nassérisme parvint à briser leur contrôle sur le Heartland du Sud, avant qu'ils ne réussissent à le contrôler de nouveau. Les Arabes perdirent de précieuses opportunités après la disparition de Nasser (1918-1970) et la présidence de l'Égypte par son successeur, Anouar al-Sadate, sous les couleurs de l'américanisation, du sionisme, et des privatisations.

Tout comme le nassérisme a brisé l'hégémonie atlantique sur le Moyen-Orient et sur le Heartland du Sud, la révolution iranienne (1979) a répété la leçon nassériste, mais elle a rapidement été confrontée à des ingérences quasi identiques, notamment après que Moscou soit temporairement parvenue à établir le plus vaste axe stratégique asiatique de l'histoire, incluant le deuxième cœur du monde jusqu'en Afghanistan après le coup d'État de gauche (1978), l'Iran d'après la révolution, l'Irak et la Syrie suite à un accord mené par le président Hassan al-Bakr et le président Hafez al-Assad avec le soutien de la Russie (1975), pour finalement étendre son influence au Liban qui était pratiquement sous le contrôle du mouvement nationaliste arabe et de la résistance palestinienne.

Or, comme chacun le sait, cet axe stratégique asiatique a fait l'objet d'une contre-attaque de la part des États-Unis, de l'Otan, des sionistes et des protectorats pétroliers ; tandis que les services de renseignement américains, pakistanais et des pays du Golfe inventaient le phénomène de l'islam takfiri en Afghanistan.

Une contre-attaque qui a mené à la rupture de l'accord syro-irakien, a ouvert une bataille contre l'Iran, avant que l'ennemi sioniste n'agresse le Liban et ne plonge la Syrie dans le feu et le sang, allant jusqu'à étendre les accords de Camp David (1978) au Liban (accord du 17 mai 1983, annulé par la suite), avant l'effondrement de l'Union soviétique (1991), et Washington sur le point de dominer le Heartland eurasien.

Inversement, de même que le nassérisme et la révolution iranienne ont réussi à briser l'alliance réactionnaire, la résistance libanaise menée par le Hezbollah a constitué le troisième chapitre de l'histoire de la lutte pour le Heartland du Sud. Sa montée en puissance s'est rapidement transformée en un axe stratégique s'étendant de l'Iran à l'Irak et à la Syrie, puis vers deux flancs importants du Heartland du Sud : le port de Gaza et le détroit de Bab el-Mandeb.

Le heartland du sud avant l'agression américano-sioniste

Presque simultanément, l'impérialisme américain et l'État sioniste entrèrent dans des crises structurelles d'une ampleur inédite. L'accélération de la révolution informatique entraîna l'exclusion du marché du travail de dizaines, voire de centaines de millions de travailleurs, d'employés et de membres de la classe moyenne, alors qu'il n'était plus possible de revenir à l'époque de la production industrielle capitaliste où la valeur ajoutée et les profits dépendent du cycle économique mondial et pas exclusivement du cycle financier et commercial.

Pour sa part, l'ennemi sioniste vivait un déséquilibre stratégique de sa structure sociale du fait de la diminution du rôle fonctionnel de la masse vitale représentée par les Ashkénazes, au profit de forces plutôt rétrogrades et plus racistes.

Dans de telles circonstances, le détournement de la crise intérieure vers l'extérieur devint, comme toujours, inévitable et attendu. Par conséquent, la stratégie de contre-attaque menée contre l'Axe de la résistance coïncida avec l'escalade contre la Russie et le Heartland eurasien à partir de l'Ukraine, avant que la Russie ne riposte. Et cela, conformément aux conseils de Brzezinski incitant, il y a des décennies, à faire de l'Ukraine une base de lancement de l'attaque américaine contre Moscou, afin de bloquer son réveil national.

À partir de là, la stratégie impérialiste prit de nouvelles formes ayant recours à la manipulation des cartes démographiques et aux guerres sectaires et ethniques. Le discours des États-Unis sur un Moyen-Orient américain différent du Moyen-Orient européen (défini par les accords Sykes-Picot ; 1916) devint public et sans détours, remplaçant ses frontières étatiques par de nouvelles frontières de sang en rapport avec la création d'États tampons sectaires et sanguinaires.

Autrement dit, autant le projet sioniste d'un nouvel Orient abrahamique est un projet régional pour Tel Aviv et les protectorats pétroliers et gaziers, autant il fait partie du projet impérialiste visant la jonction entre le Heartland eurasien et le Heartland du Sud.

En effet, si la phase du « *sionisme politique* », menée par l'Alignement (alliance des partis de gauche : Ma'arakh) et les prétendus groupes ouvriers laïcs, fut concentrée sur une stratégie hégémoniste à travers les accords de Camp David (1978), d'Oslo (1993), de Wadi Araba (1994), ainsi que sur le projet d'un Bénélux oriental de Shimon Peres (1993), les conférences d'Amman, de Casablanca et de Doha ; la phase du « *sionisme religieux* » menée par le Likoud et les groupes religieux extrémistes (l'autre visage du fondamentalisme islamiste takfiri), s'est concentrée sur une nouvelle stratégie avec l'adoption du projet d'un Moyen-Orient abrahamique.

En conséquence, le concept de contrôle a remplacé le concept d'hégémonie, et le concept d'annexion a remplacé le concept d'intégration ; le plus dangereux étant la banalisation de discours et de récits sectaires allant du sionisme religieux, au sionisme islamiste (auquel Damas a été livrée un 8 décembre 2024), au sionisme chrétien et à son bastion américain.

C'est dans ce contexte que l'américain cherchant à affaiblir le Heartland eurasien et à contrôler le Heartland du Sud en rapport avec la guerre de l'énergie et des corridors stratégiques, a attaqué l'Axe résistant, lequel avait réussi à s'emparer des corridors de Gaza, de Bab el-Mandeb, du détroit d'Ormuz et de la côte syrienne, tandis que la Russie et l'Iran contrôlaient les plus importantes réserves de gaz, et que de nouvelles réserves au large des côtes de Gaza et du Sud Liban étaient contrôlées par le Hamas et le Hezbollah.

D'autant plus que l'idée de l'ennemi sioniste d'un « *espace vital* » débordant sur les sphères palestinienne et jordanienne, jusqu'à parler ouvertement d'un « *Grand Israël* » en lien avec de nouvelles cartes démographiques, correspondait à la vision impériale américaine d'une nouvelle forme de partition de la région, différente de la partition précédente suite aux accords franco-britanniques entre MM. Sykes et Picot.

Ce qui signifie que contrairement à ces anciens accords, au Ma'arakh et au projet de Shimon Perez, le sionisme religieux oriental devrait s'étendre au-delà les États géopolitiques limitrophes, pour atteindre d'autres géographies démographiques fondées sur un racisme de conception impérialiste-sioniste ne tolérant que les Blancs et les Juifs.

Ainsi, l'extermination de masse de la population palestinienne (prétendument barbare) ou sa domestication au sein de réserves sécuritaires et administratives, permettrait à l'ennemi sioniste de régler la question palestinienne. Et l'application de ce même procédé à toute la région lui permettrait aussi de contrôler le gaz offshore (le champ de Gaza et du sud du Liban) et l'eau de la région (les bassins de Chebaa, du Litani, du Golan et du Yarmouk).

D'une étape à l'autre, les projets de l'ennemi sont donc devenus de plus en plus brutaux et racistes ; les étapes du sionisme politique puis religieux ayant abouti en dépit de tous les accords à l'actuelle étape du déracinement, de l'extermination, du déplacement et de la judaïsation. Et cela dans le but de parvenir au prétendu Grand Israël conforme à sa mentalité raciste et monopoliste.

J-C - Malheureusement la seconde moitié de cet article partait en vrille ou ne présentait aucun intérêt.

Iran.

95e vague de l'opération Vraie Promesse IV : l'Iran frappe un système Patriot et des batteries de roquettes HIMARS - presstv.ir 04 April 2026

Des batteries de roquettes HIMARS américaines installées au Koweït, ainsi qu'un système de missiles Patriot américain déployé dans le nord de Bahreïn, figuraient parmi les « *cibles clés détruites au cours de l'opération* », précise le communiqué.

Ont également été ciblés des lanceurs HIMARS américains, ainsi qu'un centre de commandement et d'entraînement pour officiers et instructeurs militaires américains de haut rang, installé aux Émirats arabes unis (EAU).

Selon le communiqué, les installations du géant technologique américain Oracle aux Émirats arabes unis ont également été visées.

Dans une frappe navale coordonnée, indique le CGRI, le MSC Ishika, un navire commercial israélien, opérant sous pavillon tiers, a été ciblé avec succès au port Khalifa Ben Salmane, à Bahreïn. presstv.ir 04 April 2026

Le Koweït signale qu'un drone iranien a gravement endommagé des centrales électriques et de dessalement - aa.com.tr 5 avril 2026

Le Koweït a annoncé dimanche qu'une attaque de drone iranien avait causé d'importants dégâts matériels sur des centrales électriques et des installations de dessalement d'eau, mettant hors service deux unités de production d'électricité.

Selon le ministère koweïtien de l'Électricité, l'attaque a visé tard samedi deux centrales électriques et installations de dessalement.

Le ministère a précisé que deux unités de production d'électricité avaient été mises hors service, tandis que des équipes d'urgence et techniques ont immédiatement commencé à intervenir pour limiter les dégâts et maintenir les services.

L'Iran affirme avoir abattu un avion de soutien américain C-130 à Ispahan - aa.com.tr 5 avril 2026

- L'appareil aurait été détruit « *par des tirs nourris d'une unité des forces spéciales de la police* », selon l'agence semi-officielle Tasnim citant la police iranienne

Les derniers développements.

- **L'armée iranienne a affirmé, vendredi 3 avril, avoir abattu un second avion de combat américain**, après qu'un chasseur-bombardier F-15 s'est écrasé dans le sud-ouest de l'Iran, premier revers de ce type pour Washington depuis le début de la guerre.

"Un avion américain de type A-10 a été touché par les systèmes de défense aérienne (...) et s'est abîmé dans les eaux du Golfe", a annoncé la télévision d'Etat (Irib), relayant une déclaration de l'armée. Aux Etats-Unis, le New York Times, citant deux responsables américains, avait auparavant indiqué qu'un avion s'était écrasé près du détroit d'Ormuz, son seul pilote ayant été secouru sain et sauf.

Par ailleurs, les médias rapportent qu'un drone iranien aurait abattu un hélicoptère américain Boeing CH-47 Chinook au Koweït, après lui avoir causé de graves dégâts. À en juger par les images publiées, la partie avant de l'hélicoptère a été sérieusement endommagée.

- Les États-Unis évacuent des militaires et leurs familles de bases au Moyen-Orient, selon NPR

Les États-Unis ont évacué 1 500 marins, leurs familles et plusieurs centaines d'animaux de compagnie d'une base à Bahreïn, où est stationnée la Cinquième flotte, à la suite d'une série de frappes de représailles iraniennes, rapporte NPR, citant des sources. Selon la station, environ 8 000 personnes étaient stationnées sur cette base avant le début du conflit. Au début du conflit armé, cette base de soutien de la Marine américaine a été la cible de tirs répétés de missiles et de drones iraniens, toujours selon NPR.

- Les États-Unis pris de court par les frappes de représailles iraniennes, selon Time

La riposte massive de l'Iran aux bombardements américains et israéliens a pris de court les responsables de l'administration américaine, notamment le secrétaire à la Guerre, Pete Hegseth, rapporte Time, citant des sources. Selon l'article, Hegseth s'attendait à une riposte iranienne, mais pas à une telle ampleur.

Le magazine souligne qu'avant l'escalade, le chef du Pentagone avait insisté sur le fait que les frappes contre l'Iran n'entraîneraient pas une guerre ouverte. Il s'appuyait sur l'expérience des frappes précédentes, à la suite desquelles les forces iraniennes s'étaient limitées à une riposte symbolique.

L'Iran rejette la proposition américaine d'un cessez-le-feu de 48 heures

Téhéran a rejeté la proposition américaine d'un cessez-le-feu de 48 heures, rapporte l'agence Fars, citant une source proche du dossier. Celle-ci a précisé que l'Iran n'avait pas répondu à Washington par écrit, mais en poursuivant ses attaques massives.

Selon le Wall Street Journal, les efforts actuels des pays de la région, menés par le Pakistan, pour parvenir à un cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran sont dans l'impasse. Téhéran ne souhaite pas rencontrer les responsables américains à Islamabad dans les prochains jours et qualifie les exigences des États-Unis d'« *inacceptables* ».

- Plus de 30 universités iraniennes ont été attaquées depuis le début de la guerre au Moyen-Orient

Le ministre iranien des Sciences, Hossein Simaei, a déclaré que depuis le début de l'offensive des États-Unis et d'Israël contre l'Iran le 28 février, plus de 30 universités iraniennes avaient été la cible d'attaques. Cette déclaration a été faite sur le site de l'université Shahid Beheshti, touchée par une frappe américano-israélienne.

- « Une tache indélébile sur la réputation internationale » : Zakharova fustige l'attaque américano-israélienne contre la centrale nucléaire de Bouchehr

La Russie condamne fermement l'attaque israélo-américaine contre la centrale nucléaire de Bouchehr et présente ses condoléances suite au décès d'un des employés de l'installation, a déclaré Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères. Elle a déploré que les agresseurs « *continuent de frapper sans retenue, et même avec une forme d'ardeur malsaine, l'infrastructure nucléaire et énergétique de l'Iran, placée sous le régime du TNP et de l'accord de garanties généralisées conclu avec l'AIEA* ».

« *Ces actions illégales et irresponsables constituent une tache indélébile sur la réputation internationale de ceux qui dirigent des missiles contre la centrale nucléaire de Bouchehr et d'autres installations nucléaires iraniennes placées sous les garanties de l'Agence, et en ordonnent la destruction. De fait, ils ont complètement anéanti leur réputation en matière de non-prolifération nucléaire ainsi que de sûreté et de sécurité nucléaires, démontrant ainsi qu'ils ne respectent eux-mêmes aucune norme ni aucune limite* », a souligné Zakharova.

La porte-parole de la diplomatie russe a noté que la Russie mettait tout en œuvre pour attirer l'attention de la communauté internationale et du grand public sur le fait que la situation à la centrale nucléaire de Bouchehr se rapproche de plus en plus d'un seuil dangereux. Selon elle, le pire « *peut encore être évité* », mais à cette fin, les frappes contre les installations nucléaires en Iran, y compris contre la centrale Bouchehr, doivent cesser immédiatement.

- Plus de 95 attaques contre le secteur médical recensées au Liban, selon le ministère de la Santé du pays à RT

Le ministre libanais de la Santé, Rakan Nasser Eldine, dans une interview accordée à RT, a fait état de plus de 95 attaques contre le secteur médical du pays. « *Pour le moment, il y a 53 morts. Les ambulances, les centres de premiers soins et les hôpitaux sont visés. Le secteur médical est soumis à une pression non seulement en raison du déplacement important de la population, mais aussi en raison des frappes ciblées* », a-t-il déclaré.

Selon lui, le ministère libanais de la Santé a transmis le dossier au Conseil des ministres afin de déposer une plainte auprès des instances internationales contre les attaques israéliennes. « *Nous nous sommes aussi adressés à des organisations de défense des droits de l'homme et l'Organisation mondiale de la Santé. Nous avons répertorié toutes ces attaques contre le secteur médical. Nous continuons à surveiller les services, les hôpitaux et les établissements médicaux qui fonctionnent encore dans le sud. En ce moment, c'est notre priorité* », a ajouté Rakan Nasser Eldine.

- Les pays du Golfe sont impliqués dans l'attaque israélo-américaine contre l'Iran, selon une source de RT dans la région

Bien que les autorités des États arabes du Golfe Persique et de la Jordanie « *nient catégoriquement* » leur implication dans l'opération militaire menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, de telles activités ont lieu dans certains cas, a déclaré à RT une source militaro-diplomatique dans la région.

Ainsi, selon cette source, le territoire de Bahreïn est utilisé par les États-Unis pour stationner le groupe de navires de la 5e flotte, ainsi que des avions de patrouille et de reconnaissance. De plus, des frappes américaines contre des cibles iraniennes auraient été menées directement depuis le territoire du royaume.

Par ailleurs, les États-Unis utilisent des installations militaires au Koweït, ainsi que des forces et des moyens déployés aux Émirats arabes unis, qui servent à mener des missions de reconnaissance aérienne et de désignation d'objectifs sur le territoire iranien. Cette source a également souligné l'utilisation par Washington de la base aérienne du prince Sultan en Arabie saoudite. De plus, toujours selon cette source, Riyad s'apprête à mettre à la disposition des Américains la base aérienne du roi Fahd.

En ce qui concerne la Jordanie, le principal point d'appui des États-Unis est la base aérienne Muwaffaq Salti, d'où sont le plus souvent lancées les frappes contre l'Iran. Les forces américaines stationnées sur ce site sont complétées par les bases aériennes Roi Abdallah II, Roi Faisal et Prince Hassan.

Etat juif.

Une «flotte fantôme» : révélations sur les livraisons clandestines vers Israël - RT 3 avr. 2026

Une enquête de Middle East Eye publié le 2 avril révèle l'existence d'un réseau maritime discret ayant permis l'acheminement massif de ressources énergétiques et de matériel militaire vers Israël, malgré les restrictions en vigueur. Selon ce rapport, au moins 57 cargaisons de pétrole brut, représentant près de 47 millions de barils, ont été livrées entre 2024 et 2025 via des itinéraires

détournés, notamment depuis la Turquie. Les navires impliqués auraient falsifié leurs destinations et désactivé leurs systèmes de localisation pour dissimuler leurs activités.

Ces pratiques s'apparentent à celles d'une « flotte fantôme », en violation des règles maritimes internationales qui imposent le maintien des systèmes de suivi. Les cargaisons, souvent annoncées à destination de ports égyptiens, étaient en réalité déchargées dans des installations israéliennes, en particulier à Ashkelon. Des images satellites corroborent ces mouvements, confirmant des escales invisibles dans les données officielles.

Le rapport met en cause plusieurs compagnies maritimes grecques, liées à de puissantes familles du secteur, qui auraient joué un rôle central dans ce dispositif. Leur implication ne se limite pas au pétrole : du charbon en provenance d'Afrique et des livraisons de matériel militaire, de munitions et de composants d'armes ont également été identifiés. Une partie de ces équipements aurait été destinée à des entreprises israéliennes du secteur de la défense.

Etats-Unis.

« Il était temps » : en pleine guerre contre l'Iran, le chef d'état-major de l'armée de terre américaine forcé à la démission - Paris Match 3 avril 2026

Le ministre américain de la Défense, Pete Hegseth, a obtenu le départ immédiat du chef d'état-major de l'armée de terre, le général Randy George. À sa place, il souhaiterait nommer une personnalité plus encline à appliquer la vision de Donald Trump.

Ce n'est que le dernier d'une longue liste de départs soudains et injustifiés depuis le début du deuxième mandat de Donald Trump. En pleine guerre contre l'Iran depuis plusieurs semaines, le Pentagone a annoncé, ce jeudi 2 avril, le départ du plus haut gradé de l'armée de terre, le général Randy George. Selon la chaîne CBS News, qui a révélé l'information en premier, ce départ a été dicté par le secrétaire à la Défense américain, Pete Hegseth.

Ainsi, Randy George « va quitter ses fonctions de 41e chef d'état-major de l'armée de terre, avec effet immédiat », a écrit sur X Sean Parnell, le porte-parole du Pentagone, lui souhaitant par ailleurs « une belle retraite ». Il ne donne cependant pas la raison de ce départ précipité.

En parallèle, deux autres officiers de l'armée de terre ont également été relevés de leurs fonctions, peut-on lire dans le Washington Post. Il s'agit du général David Hodne, qui dirigeait le Commandement de la transformation et de l'entraînement de l'armée de terre, ainsi que du général de division William Green, qui commandait le corps des aumôniers de l'armée de terre.

En un peu plus d'un an, Pete Hegseth a en effet limogé pas moins d'une douzaine d'officiers supérieurs.

Lu. Quand ils vouent un culte aux institutions en place.

Le rôle joué par Donald Trump dans le désordre actuel aux États-Unis et dans le monde

Depuis qu'il a été élu à la présidence américaine, en 2016, le magnat Donald Trump a démontré qu'il était un politicien autocratique, impulsif et retors, qui a souvent des crises incontrôlées de colère.

En effet, depuis son arrivée à la Maison blanche, il a été un créateur de chaos et de destruction systématique. Il a souvent recours à des attaques verbales, économiques et militaires, tant à l'étranger qu'à l'intérieur de son pays. Dans ce dernier cas, la police intérieure ICE, qui rappelle par ses tactiques la Gestapo nazie, continue d'ouvrir de nouveaux camps de concentration.

Donald Trump fait souvent preuve également de malhonnêteté intellectuelle, étant un menteur pathologique qui invente des choses de toutes pièces, pour se glorifier et pour humilier, intimider ou déstabiliser toute personne qui s'oppose à lui. Les gens doivent être sur leurs gardes, car la plupart du temps quand le politicien D. Trump ouvre la bouche, il ment.

De plus, Donald Trump est un homme politique au passé très controversé. Il s'est révélé être un belliciste, un tyran et un prédateur. Sans grande surprise, une fois au gouvernement, il s'est appliqué à transposer en politique les pratiques prédatrices et autocratiques qu'il avait développées dans sa vie d'homme d'affaires de constructeur d'hôtels, de casinos et de terrains de golf.

Donald Trump est aussi un individu avec une longue liste de méfaits. En réalité, son dossier est de facto celui d'un escroc, condamné à de nombreuses occasions au criminel.

En effet, selon l'encyclopédie Wikipédia, l'homme d'affaires en immobilier Donald Trump, dans ses affaires privées et juridiques personnelles, entre 1973 et 2016, (date de sa première élection à la présidence des États-Unis), a été impliqué dans plusieurs milliers d'affaires judiciaires, allant de litiges commerciaux multiples à des procès en diffamation, en passant par des contestations fiscales et des affaires intensives d'inconduite sexuelle.

À cela s'ajoutent les nombreuses accusations pour fraudes et pour corruption portées contre lui, dont celle d'avoir accepté un cadeau du gouvernement qatari : un Boeing 747 de luxe d'une valeur de 400 millions de dollars, sans oublier la manipulation des marchés financiers par des investisseurs près du pouvoir et bénéficiant manifestement d'informations privilégiées. Et la liste s'allonge de jour en jour.

— À tout prendre, D. Trump est un politicien vulgaire et qui n'a pas de classe : il est souvent malveillant, mesquin et odieux, quand il menace de bloquer l'ouverture d'un nouveau pont ou qu'il se réjouit honteusement de la mort d'une personne.

En fait, Trump ne projette pas l'image d'un chef d'État compétent et légitime, mais plutôt celle d'un chef de mafia, qui lance constamment des ultimatums agressifs qu'on ne peut refuser.

Pendant tout ce temps, le gouvernement Trump poursuit activement son opération de dissimulation du rôle de l'intéressé dans le scandale politico-sexuel de J. Epstein...

Les historiens de l'avenir s'interrogeront sans doute sur les circonstances politiques et économiques particulières qui ont pu permettre à l'homme d'affaires Donald Trump d'être élu président des États-Unis.

En effet, comment un candidat aussi peu recommandable, condamné au criminel pour 34 chefs d'accusation de félonie, doté d'un caractère instable qui parfois frôle la démence, en plus d'être un individu impliqué dans le réseau international de prostitution de jeunes filles mineures de J. Epstein, son voisin et ami pendant quinze ans en Floride, a pu se hisser au poste de président des États-Unis ?

De même, les historiens auront sans doute du mal à expliquer comment Donald Trump a pu se maintenir au pouvoir pendant tant d'années, (2017-2021 et 2025-2026) sans être destitué pour cause, conformément à l'un ou l'autre des deux articles de la constitution américaine prévus à cet effet :

- Art. II, sec. 4 : (*« Le président des États-Unis sera destitué de ses fonctions en cas de mise en accusation et de condamnation pour trahison, corruption ou autres crimes et délits graves. »*).
- le 25e amendement : (*« Lorsque le vice-président et la majorité des principaux responsables des départements exécutifs transmettent... au président pro tempore du Sénat et au président de la Chambre des Représentants une déclaration écrite attestant que le président est incapable d'exercer les pouvoirs et les fonctions de sa charge, le vice-président assume immédiatement les pouvoirs et les fonctions de la charge en qualité de président par intérim. »*).

Ce sont les deux articles qui ont été conçus expressément pour destituer un président qui a perdu les pédales.

Ces derniers mois, en effet, Donald Trump est devenu un électron libre et une véritable menace mondiale. Il s'est lancé dans des guerres insensées à travers le monde.

Non seulement il a attaqué militairement le Venezuela pour mettre la main sur ses ressources pétrolières et il a déclenché une nouvelle guerre d'agression anticonstitutionnelle et déstabilisatrice contre l'Iran, avec aussi une intention manifeste de contrôler les réserves de pétrole de ce pays, mais il s'est aussi abaissé jusqu'à imposer, tel un tyran cruel, un embargo pétrolier illégal à Cuba, un petit pays en manque de carburant et d'électricité. (Source : Rodrigue Tremblay Professeur émérite, Université de Montréal - mondialisation.ca)

J-C - Et tout cela pour en arriver où ? Comme d'habitude, ces intellectuels sont indécrottables :

Rodrigue Tremblay - Par conséquent, les membres élus du Congrès américain, et en particulier la majorité républicaine à la Chambre des représentants et au Sénat, devraient prendre des mesures concrètes pour mettre un terme au cirque politique quotidien de Donald Trump.

J-C - Tu parles, ils sont tous plus pourris les uns que les autres. Et le peuple américain ? Qui ? Cela existe ça ?

Il n'y a rien à attendre de quelqu'un qui est corrompu idéologiquement, il sert la réaction ou il est mort pour notre cause, il ignore même qu'elle existe, il n'a d'yeux et d'oreilles que pour les élites de ce régime tyrannique.

Je lui ai envoyé un mail, sans attendre de réponse.

Lu.

Voici une analyse détaillée de l'échiquier régional et international :

1. «La purge des généraux»... Le Pentagone rejette le suicide militaire

C'est l'événement le plus inquiétant à Washington depuis la guerre du Vietnam.

- Limogeage des commandants : La démission du chef d'état-major Randy George et le limogeage du commandant des forces terrestres ainsi que de 12 généraux par le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, ne sont pas un remaniement de routine. Ces militaires de carrière dotés d'une réelle expertise du terrain ont compris que les plans de Trump pour un débarquement terrestre (à Kharg ou pour dérober de l'uranium) seraient un véritable abattoir pour les Marines. Les généraux choisissent la rébellion ou la démission plutôt que d'envoyer des milliers d'Américains à la mort.
- Raillerie à la française : le général français Yakovleff a résumé ces plans américains spectaculaires en déclarant : «*Les responsables américains doivent arrêter de sniffer de la cocaïne*». L'establishment militaire occidental considère que les ordres de Trump s'apparentent moins à la réalité militaire qu'à un blockbuster hollywoodien.

2. L'hypocrisie française et le crash du F-15E... Le ciel iranien dévore ses adversaires

- Le choc du chasseur Strike Eagle : les médias iraniens ont publié des images de l'épave d'un chasseur (F-15E Strike Eagle) du 494^e escadron de chasse américain (basé en Grande-Bretagne), abattu dans la province de Markazi. Cette récurrence terrifie Washington. L'Iran ne se contente pas d'abattre des drones à basse vitesse, mais il s'attaque également aux chasseurs de quatrième génération les plus puissants et les plus perfectionnés.
- Mensonges français (Mission 52) : malgré les déclarations publiques françaises rejetant toute action militaire, des données aéronautiques prouvent que des bombardiers stratégiques américains (B-52H) continuent de traverser l'espace aérien français pour frapper l'Iran. Cette hypocrisie française confirme que Paris joue sur les deux tableaux : une diplomatie souple en public (pour assurer le passage de ses navires, comme le navire français autorisé à traverser Ormuz aujourd'hui), et une collaboration militaire secrète avec Washington.

3. L'équation Silicon Valley : destruction d'Amazon et d'Oracle

- Exécution de l'ultimatum : Comme prévu, les Gardiens de la Révolution ont mis leur menace à exécution. Après avoir frappé Amazon à Bahreïn (en réponse à l'assassinat de Fathali Zadeh), l'Iran a détruit aujourd'hui l'infrastructure cloud d'Oracle aux Émirats arabes unis (en réponse à la tentative d'assassinat de Kamal Kharrazi).
- Le message adressé aux géants de la tech : la liste à venir : (Google, Microsoft, Meta). Ce ciblage touche au cœur même de la foi dans l'infrastructure numérique du Golfe. Bien qu'Amazon ait minimisé la perte financière directe, la rupture de confiance obligera ces entreprises à exercer une forte pression sur Trump pour qu'il mette fin à la guerre. Si celle-ci se poursuit, les centres de données occidentaux deviendront des cibles légitimes dans tout le Moyen-Orient.

4. Le coût des armes et le déclin d'Israël. «L'armée est au bout du rouleau»

- La stratégie du Hezbollah : les médias hébreux (Or Heller, Channel 13) admettent que le Hezbollah mène les combats avec une efficacité redoutable. Il lance 200 missiles par jour, dont 70%

sont destinés à anéantir les forces terrestres dans le sud. Le groupe prévoit une guerre de plusieurs mois qui plongera l'armée israélienne dans une grave crise d'approvisionnement en munitions et de manque de préparation.

- Cécité israélienne : Yedioth Ahronoth (Ron Ben-Yishai) reconnaît que l'armée n'attaque les positions du Hezbollah *«qu'après leurs tirs de missiles»*, soit un échec cuisant des *«frappes préventives»*.
- Le projet de *«zone tampon»* sectorielle : la radio de l'armée israélienne a révélé un plan prévoyant de raser une bande de 4 km au sud afin de créer une zone tampon, *«à l'exception des villages chrétiens qui seraient placés sous contrôle sécuritaire israélien»*. Il s'agit là d'une tentative manifeste et malveillante de l'État d'Israël de jouer la carte du clivage des communautés libanaises, dans le but de créer une nouvelle *«armée de Lahad»* [l'Armée du Sud-Liban pendant la guerre civile libanaise] – un projet d'emblée voué à l'échec.

5. Échec de la dissuasion américaine et confirmation du contrôle iranien.

- Souveraineté sur le détroit d'Ormuz : CNN et le Financial Times confirment que l'appel lancé par Trump au monde pour garantir l'accès à Ormuz équivaut à *«une reconnaissance implicite de la victoire stratégique de l'Iran et de son contrôle sur le détroit»*. Téhéran a prouvé que la souveraineté nationale est inaliénable et ne saurait être l'objet de marchandages commerciaux.
- Frappe contre le radar THAAD en Arabie saoudite : CNN a confirmé qu'une frappe a détruit le radar AN/TPY-2, un élément vital du système THAAD en Arabie saoudite. Cette attaque prouve que les capacités défensives américaines dans la région ont été neutralisées, permettant ainsi aux missiles iraniens d'atteindre leurs cibles avec une extrême précision.
Quelle issue pour les responsables politiques après l'«impasse» américaine ?

Nous assistons à «l'effondrement du consensus américain et à la confirmation des succès de l'Axe».

- Les États-Unis ont informé Israël que *«les négociations sont dans l'impasse»*, coïncidant avec la rébellion des généraux et le refus international de légitimer la guerre au Conseil de sécurité. Trump est coincé : il ne peut pas négocier, ses généraux rejettent une invasion terrestre et de grandes entreprises (Amazon, Oracle) sont bombardées.
- L'Axe de la Résistance est passé de la défense stratégique à la dissuasion géoéconomique. Le ciblage du port de Fujairah par des drones ferme la dernière voie de contournement du détroit d'Ormuz, tandis que la destruction d'un F-15E confirme que l'Iran possède toujours des systèmes de défense aérienne très avancés, comme le Bavar-373 récemment perfectionné.

Les prochains jours seront décisifs pour les États-Unis. Le président américain se verra soumis à une immense pression de la part de l'*«État profond»* (services du renseignement, département d'État et grandes entreprises) pour mettre fin à l'escalade. S'il s'entête et poursuit ses opérations impliquant des bombardiers B-52, l'Iran passera à l'action en frappant Google et Microsoft. Il en résultera un nouvel effondrement historique à Wall Street, contraignant Trump à se soumettre ou à faire face à une procédure de destitution, tandis que l'économie mondiale risque de vaciller.

source : IntelSky via Spirit of Free Speech

France.

La « justice » française s'acharne encore sur George Ibrahim Abdallah - europalestine.com1 avril 2026

George Ibrahim Abdallah a été incarcéré 41 ans dans les geôles françaises, et n'a été libéré qu'en juillet 2025, alors qu'il aurait légalement pu l'être dès 1999.

Mais ce n'est pas fini aux yeux de la « justice » française. La Cour de Cassation a annulé mercredi la mesure de libération conditionnelle dont il avait bénéficié l'an dernier, au motif que les dispositions relatives à la liberté conditionnelle n'auraient pas été respectées !

Pourtant, la Cour d'Appel avait prononcé sa libération « *sous la condition de quitter le territoire national et de n'y plus paraître* ». Ce que George avait aussitôt fait, et il avait regagné sa terre natale, le Liban, où il habite à nouveau depuis un an.

Or, les prétendus « *hauts magistrats* » de la Cour de Cassation y trouvent à redire : d'après eux, Abdallah, après sa sortie de la centrale de Lannemezan, aurait dû passer préalablement par la case « *semi-liberté* », sur le territoire français, avec le cortège de contraintes que cela implique, par exemple le placement sous bracelet électronique pendant au moins un an de plus.`

La France va-t-elle demander au Liban l'extradition de George, qui fête jeudi ses 75 ans ? On n'est plus à une ignominie près au « *Pays des Droits de l'Homme* » ! europalestine.com1 avril 2026

Maccarthisme à la française ou quand le parti de l'ordre devient une milice d'extrême droite.

Bruno Retailleau annonce "mettre sous surveillance" les villes dirigées par La France insoumise en lançant un observatoire dédié - BFMTV 3 avril 2026

Le patron de LR Bruno Retailleau a annoncé ce vendredi 3 avril "mettre sous surveillance" La France insoumise, qu'il présente comme "un parti séditieux" en lançant un "observatoire des villes LFI" pour documenter et dénoncer les initiatives qu'elles prennent.

"La 'Nouvelle France' de Jean-Luc Mélenchon, ce n'est pas notre France", a affirmé Bruno Retailleau lors d'une conférence de presse à Villeneuve-Saint-Georges, dans le Val-de-Marne, en région parisienne.

Traitant Jean-Luc Mélenchon de "leader maximo" et dénonçant tour à tour "le communautarisme", le "racisme", le "terrorisme intellectuel" et la "violence" de LFI, le patron de LR, qui s'est lancé début février dans la course à la présidentielle, s'est engagé "à ne rien laisser passer" de la part du parti de la gauche radicale.

Avec cet observatoire, Bruno Retailleau entend "nourrir des preuves à travers les déclarations, les méthodes et les pratiques" des mairies LFI. "Quand elles seront documentées, elles seront mises à disposition des citoyens, des associations et des élus", a souligné Bruno Retailleau, qui a évoqué la possibilité pour son parti de "saisir la justice".

J-C – LR se partage les rôles avec le PS, qui pourra expliquer qu'il ne peut pas s'allier avec LFI, parce que ce parti est réputé infréquentable, peu importe pour qui ou que ce soit les fachos du RN qui soient à l'origine de la cabale contre Rima Hassan.

Personnellement, je m'en tape, je considère que LFI en est responsable, parce qu'il tient en permanence un double langage sur tout, bien que quoi qu'ils disent ne changerait rien en l'occurrence, je veux bien l'admettre. En revanche, qu'ils refusent de caractériser ces fachos et le régime en place, c'est inexcusable. Pire, quand un des leurs est attaqué injustement, ils ne sont même pas capables de le défendre, parce qu'ils refusent d'affronter leurs ennemis, ils craignent la réaction des médias. Ils tergiversent, courbent l'échine, gesticulent et vocifèrent, pour finalement s'éclipser tout honteux ou s'excuser tête baissée et la queue entre les jambes.

Vous imaginez un peu, ce sale type vous harcèle, menace de vous dénoncer et de vous pourrir la vie, il lance des accusations contre vous, vous diffame publiquement, dans ce cas-là il faut passer à l'offensive, vous ne manquez pas de cartouches pour l'abattre, vous n'avez que l'embarras du choix, même sans être très futé, Retailleau est déjà mort.

J'aurais répondu à Retailleau que les nazillons de son espèce peuvent aller se faire foutre, je dis et je fais ce que je veux dans le strict respect de la légalité, et je l'emmerde, ainsi que ses semblables mafieux et corrompus, je n'ai aucun compte à leur rendre, en revanche, s'ils empiétaient sur ma liberté, en état de légitime défense je n'attendrais pas une décision de justice qui n'arriverait jamais pour

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 7 avril 2026

Ce sera peut-être la dernière causerie sous cette forme. Voilà par quoi elle pourrait être remplacée :

Quand l'IA se met à table, c'est un festin !

http://www.luttedeclassede.org/dossier_2026/IA_1_7_04_2026.pdf

Trois commentaires envoyés au blog *Le Grand Soir* qui les a publiés.

Article : La vraie raison de la garde à vue de Rima Hassan.

- Ma réaction au premier commentaire de @zero.

Y en aurait-il qui finiraient par avoir peur de leur ombre ou qui préféreraient ménager leurs ennemis plutôt que les affronter ?

- *"Quand on veut pourfendre le Système, il faut bien faire attention à être irréprochable dans ses propos et actes car les moyens de surveillance, de répression et de sanction qu'il a à sa disposition sont illimités..."*

Ils trouveront toujours quelque chose à vous reprocher. Auriez-vous quelque chose à vous reprocher?

C'est oublier ou ignorer que "*le Système*" (?) peut interpréter de la sorte des "*propos et actes*" qui ne le sont pas ou au besoin en inventer, quand l'objectif est de salir ou nuire à une personne. Beaucoup ne chercheront pas à en savoir davantage ou prendront pour argent comptant les fausses infos ou accusations que les médias leur auront livrées, peu importe les rectificatifs qui suivront au cas où, puisqu'il n'y a pas de fumée sans feu, leur objectif aura été atteint partiellement ou davantage, c'est l'essentiel.

Si on devait s'exprimer ou agir en tenant compte de cette précaution, on ne serait plus nous-même, on accepterait d'être un pantin de ce "*Système*", car de concessions en conciliations, cela se termine pratiquement toujours par les pires reniements ou compromissions, trahisons.

A force de dire et répéter que le capitalisme et ses institutions ne sont pas dictatoriaux, mais démocratiques, quasiment tout le monde a fini par le croire, à commencer par la plupart de ses opposants, si bien qu'il n'existe même plus d'opposition organisée digne de ce nom ou le

socialisme passe à la trappe, toujours selon le même prétexte, ne pas indisposer, ne pas contrarier, ne pas apparaître rétrograde ou trop radical dans notre discours...

Ils sont anticapitalistes, anti-impérialistes, anticolonialistes, anti-esclavagistes, antiracistes, etc. mais dites-leur de rompre avec les institutions de la Ve République, avec le capitalisme, ils estimeront cette exigence est déplacée ou outrancière et ils vous sanctionneront, ils vous mépriseront ou ils vous ignoreront, ils feront le boulot des bourreaux du régime en place, et tout le monde trouvera cela normal, j'en sais quelque chose, ce dont je me tape complètement.

On vit sous un régime impérialiste, qui entre autres finance et arme les régimes nazis de Kiev et Tel-Aviv, qui à bien des égards adopte un comportement totalitaire ou fascisant à l'instar de l'UE, de l'OTAN, de Trump, et il ne faudrait surtout pas le caractériser ainsi sous peine de s'attirer les foudres du gouvernement, de l'opposition parlementaire de la "*gauche*" à l'extrême droite, des médias. Pourquoi ? Pardi, parce qu'ils en sont complices !

Qu'est-ce qu'on en a à foutre de ces précautions, de cette auto-censure qu'on peut contourner facilement en recourant aux artifices syntaxiques, sémantiques ou même poétiques que nous offre la langue française. Si caractériser politiquement un acteur politique en s'appuyant sur des faits, ce serait diffamatoire ou proférer une insulte, au lieu de s'en excuser, on devrait s'en féliciter, car cette réaction signifierait qu'on a visé juste, tandis que cette caractérisation ne pourrait pas être invalidée.

S'agissant de la drogue, ce sont les élites qui gravitent autour et à l'intérieur de l'Élysée et des institutions, des médias et du show-business qui sont les principaux clients de la cocaïne, et pas le pauvre type qui survit au Smic ou moins encore ; Et ce sont les mêmes qu'on retrouve trempés dans toutes sortes d'affaires criminelles, dont la pédophilie.

Voilà le langage que devrait tenir un véritable opposant au régime. Il dispose de plus de matériels qu'il n'en faut pour répondre à ses ennemis et les terrasser sur place. Question. Pourquoi ces gens-là n'y recourent-ils pas systématiquement ? Je crois que c'est le truc à côté duquel "*zero*" est passé, et il n'est pas le seul. Cela aussi c'est révélateur.

A propos de l'initiative du maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko.

RT - L'absence d'Aurore Bergé a été regrettée par le maire qui a assuré que « sa place était clairement à nos côtés. S'il y a bien une ministre qui aurait dû être présente, c'est bien elle ».

J-C T - Vraiment, alors qu'elle soutient le projet de la loi Yadan criminalisant l'antisionisme ou toute opposition à la politique menée par le gouvernement raciste ou génocidaire israélien, un tel « *regret* » dénote un niveau de compromission intolérable, mais révélateur, si besoin était.

Ce sont des imposteurs, des escrocs qui passent leur temps à cautionner Macron et le gouvernement, la preuve.

RT - S'exprimant sur France Info ce 4 avril à propos du rassemblement, le maire insoumis a déclaré que « *la cause que nous défendons est au-dessus* » des divergences ou des difficultés pour certains à s'afficher aux côtés de La France insoumise.

L'édile estime que les efforts consacrés à la lutte contre le racisme sont insuffisants et en appelle au gouvernement et au chef de l'État à "*agir contre le racisme*."

J-C T - On doit remercier Macron et les membres de son gouvernement pour ne pas avoir saisi la main tendue de LFI, qui s'ils avaient accepté cette invitation auraient pu se faire passer pour des humanistes, peu importe que le reste du temps ils matraquent la classe ouvrière, les Palestiniens, les Iraniens, etc., entre "démocrates" on se comprend et on ne se refuse rien, n'est-ce pas ?

Sérieusement, vous vous voyez manifester au côté de Macron et son gouvernement, pourquoi pas avec Netanyahu et Trump pendant qu'ils y sont !

Source : France : rassemblement citoyen contre le racisme à l'initiative du maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko - RT 4 avr. 2026

Article : L'alliance avec Trump apportera-t-elle réellement prospérité et démocratie au Venezuela ? 5 avril 2026

- Qui a dit que le gouvernement vénézuélien aurait "*céder les ressources naturelles, les réserves du pays, les infrastructures urbaines, le modèle politique et la souveraineté nationale à l'impérialisme étasunien*", où sont les preuves matérielles, chiffrées de préférence qu'on puisse juger en connaissance de cause ?

Qu'il ait octroyé d'importantes concessions à l'impérialisme américain est un fait, semble-t-il, il faudrait rappeler les faits en détail pour qu'on puisse mesurer à quoi cela correspond réellement, après on pourra évaluer si la conclusion de cet article était justifiée ou non.

Sinon, de deux choses l'une, on observera très rapidement, si le Venezuela a ou non les moyens de se développer et de consacrer une partie importante de son budget à des réformes sociales et aux infrastructures du pays, en fonction de la réponse, on saura si le Venezuela vit à nouveau ou non sous le carcan de l'impérialisme américain.

<https://investigaction.net/lalliance-avec-trump-apportera-t-elle-reellement-prosperite-et-democratie-au-venezuela/>

https://www.legrandsoir.info/?page=article&id_article=41397#commentaires

Parole d'internaute.

- Il faudrait en tout cas cesser de croire que la France est une démocratie où on peut s'exprimer librement.

Les lobbys, réactionnaires, censeurs nés, extrémistes sociétaux toujours sur le qui-vive à guetter un supposé dérapage sexiste, raciste, homophobe, écologique, etc. religieux fanatisés, légalistes prompts à dégainer le Code Pénal pour un oui ou pour un non, et autres délateurs médiatiques sont à tous les coins de rue, de radio et de télévision pour contrôler et dénoncer... ce qui leur déplaît !

Un mot, pas un acte, un simple mot de travers, souvent sous le coup de la colère et dépassant vos pensées, et vous voilà exposé à des plaintes, poursuites et diabolisations : c'est proprement délirant.

Nous sommes aujourd'hui dans un pays où il faut surveiller et peser tout ce qu'on dit publiquement mais aussi ce qu'on fait dans sa vie privée - tout en sachant qu'aucun d'entre nous ne sait véritablement ce qui est autorisé de ce qui ne l'est pas !

Le fameux adage "*nul n'est censé ignorer la Loi*" est profondément injuste, dictatorial et impossible à appliquer car il suppose que nous soyons tous des juristes au fait du Code Pénal - nous en connaissons les grandes règles de Société mais certainement pas finesses, subtilités, coins et recoins sur lesquels juges et avocats croisent le fer tous les jours dans les tribunaux !

Faites tomber les masques.

Réactions d'internautes à la suite d'un entretien de T. Meyssan (Réseau Voltaire) sur GPTV, le 3 avril.

1 - Entre autres lubies de Th. Meyssan, celle selon laquelle la civilisation iranienne est d'essence chinoise n'est pas la moins curieuse. Meyssan tire cette conclusion des nombreuses traces de présence chinoise visibles en Iran, lieu de passage de la "*Route de la soie*".

Meyssan va même jusqu'à dire que les Iraniens traitaient directement avec les Chinois sans subir les multiples influences des peuples qui jalonnaient la "*Route de la soie*", y compris ceux dont ils étaient les descendants.

Or :

1. concept des géographes allemands du XIX^e répandu notamment par le Franco-Belge Elysée Reclus à la fin du siècle, la "*Route de la soie*", également appelée "*Route des caravanes*" par les Allemands, parcourait environ 6 000 km, de l'actuelle X'ian en Chine à Constantinople ;

2. Constantinople, terme arbitrairement fixé par lesdits géographes, comme si les objets, les techniques et les idées s'y arrêtaient brutalement, faisant exception aux lois de la capillarité ;

3. sauf que les caravanes ne s'arrêtaient pas à Bagdad, d'où des traces de civilisation chinoise PARTOUT visibles sur cet axe et plus au Sud, de Bagdad aux...Pyrénées en passant par la Syrie, l'Egypte, la Cyrénaïque, l'Ifrikya et la Maurétanie jusqu'aux... Pyrénées.

On ne voit pas donc pourquoi les apports chinois à la civilisation iranienne occulteraient tous ceux des contrées traversées par cette route, en particulier, l'Aryana, nom donné, à partir du sanskrit Āryāvarta, par les géographes grecs à la région qui, aux confins des pays en "*stan*", ont donné leur nom à l'Iran parce que ce serait là le berceau des Aryas ;

Sous les Ottomans, c'est par mer, venant d'Istanbul, cette fois, que ces denrées (les idées sont aussi des denrées, rares, en l'occurrence) atteignaient le Maghreb et l'Espagne.

2 - À l'attention de Thierry Messan: 3000 ans avant JC, les Perses étaient encore en Inde. Et Persepolis fut créée au temps de Darius Ier au VI^eme siècle avant JC. Il repassera donc au sujet des statues chinoises de Persepolis 3000 ans avant JC.

Iran.

Iran: en frappant le site pétrochimique d'Assalouyeh, Israël ne «*touche pas le régime*» mais les civils - RFI 7 avril 2026

Le complexe gazier d'Assalouyeh, dans le sud de l'Iran, se situe en bordure de l'immense champ gazier de South Pars, partagé par l'Iran avec le Qatar. Ce complexe sert pour l'exploitation commune du plus grand gisement de gaz naturel au monde. Il s'agit de l'un des piliers de l'économie iranienne. C'est à partir de ce site que l'Iran produit et transforme son gaz utilisé pour fabriquer des engrais ou du plastique. C'est aussi de là que part le gaz qui alimente le chauffage des foyers ou l'industrie locale dans tout le pays.

- Un complexe pétrochimique touché en Arabie saoudite – AFP 7 avril 2026

Un complexe pétrochimique situé dans l'est de l'Arabie saoudite a été touché dans la nuit de lundi à mardi par des attaques, a indiqué à l'AFP une source sur place, quelques heures après que des installations similaires en Iran ont été frappées.

"Une attaque a provoqué un incendie dans les usines de Sabic à Jubail. Les détonations étaient très fortes", a déclaré cette source à l'AFP, en référence à la Saudi Basic Industries Corporation, géant saoudien de la chimie.

Jubail abrite l'une des plus grandes zones industrielles au monde, où sont produits de l'acier, de l'essence, des produits pétrochimiques, des huiles lubrifiantes et des engrais chimiques.

Bab el-Mandeb dans le viseur de Téhéran : vers un choc mondial sur les routes de l'énergie - RT 7 avr. 2026

La menace d'un élargissement du conflit au Moyen-Orient prend une dimension stratégique majeure. Un proche conseiller du Guide suprême iranien, Ali Akbar Velayati, a évoqué la possibilité de bloquer le détroit de Bab el-Mandeb, un passage clé reliant la mer Rouge au golfe d'Aden.

Dans un message explicite, il a averti que ce corridor maritime serait traité comme le détroit d'Ormuz, déjà perturbé par Téhéran via ses alliés. Cette déclaration intervient dans un contexte de forte tension avec Washington, alors que Donald Trump menace de frapper des infrastructures iraniennes si Ormuz n'est pas rouvert.

Bab el-Mandeb est une artère vitale du commerce mondial. Environ 10 % des échanges internationaux y transitent, notamment entre l'Asie et l'Europe. Sa fermeture, combinée à celle d'Ormuz, par où passe habituellement près de 20 % des hydrocarbures mondiaux, pourrait bloquer jusqu'à un quart de l'approvisionnement mondial en pétrole et en gaz. Une telle situation provoquerait un choc immédiat sur les marchés énergétiques et désorganiserait les chaînes logistiques à l'échelle planétaire.

Ce détroit étroit, large d'à peine 29 kilomètres en son point le plus resserré, est en pratique sous l'influence des Houthis au Yémen, alliés de l'Iran. Ces derniers ont déjà démontré leur capacité de nuisance en perturbant le trafic maritime lors de la guerre à Gaza. Quelques attaques ciblées suffiraient à dissuader les assureurs et à interrompre le passage des navires commerciaux, créant un effet domino sur l'économie mondiale.

L'Inde reprend ses importations de pétrole iranien en pleine crise énergétique mondiale - RT 6 avr. 2026

Dans un contexte de tensions accrues au Moyen-Orient qui perturbent les flux d'approvisionnement énergétique, l'Inde a décidé de reprendre ses importations de pétrole en provenance d'Iran, selon le ministère indien du Pétrole et du Gaz naturel. Les livraisons de brut iranien vers l'Inde avaient été interrompues en 2019 à la suite des sanctions américaines. Depuis cette date, le pays n'avait plus recours au pétrole iranien.

D'après les autorités indiennes, les raffineries nationales ont su garantir leur approvisionnement en pétrole brut, y compris en provenance d'Iran, afin de faire face aux perturbations actuelles.

Le 20 mars, l'administration américaine a accordé une suspension temporaire de certaines sanctions visant le pétrole iranien déjà en transit maritime pour une durée de trente jours.

Les derniers développements.

- « *Ouvrez le Putain de Détroit, espèce de tarés, ou vous vivrez en Enfer - VOUS ALLEZ VOIR!* », a écrit **Donald Trump** sur sa plateforme Truth Social, fixant désormais son ultimatum à « *mardi 20H00* ».

- L'Iran annonce de nouvelles frappes contre des cibles américaines et israéliennes dans la région

Le Corps des gardiens de la révolution islamique a affirmé avoir visé plusieurs installations liées aux États-Unis et à Israël au Moyen-Orient. Selon le communiqué, des frappes ont touché notamment une raffinerie alimentant l'aviation israélienne, des installations gazières d'ExxonMobil et de Chevron aux Émirats arabes unis, ainsi qu'un site pétrochimique américain à Abou Dhabi. De plus, les forces navales et aérospatiales iraniennes ont frappé plusieurs cibles dans le Golfe, dont un point de rassemblement de militaires américains près d'une base au Koweït, un navire dans le port de Jebel Ali aux Émirats arabes unis et des installations liées à Israël dans la région.

- **Les Emirats arabes unis** ont été la cible d'attaques de missiles et de drones, a affirmé lundi matin avant l'aube le ministère de la Défense. Le port de Khor Fakkan, sur la côte est des Emirats arabes unis et non loin de l'entrée du détroit d'Ormuz, a été visé par une attaque.

- L'Iran a frappé un porte-conteneurs israélien et un porte-hélicoptères américain

Les forces armées iraniennes ont mené des frappes combinées contre des installations militaires, opérationnelles, logistiques et industrielles américaines et israéliennes dans la région, rapporte la télévision d'État iranienne, citant le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI).

En mer, un missile a touché un porte-conteneurs israélien, provoquant un incendie. Les frappes ont également visé le nord et le sud de Tel Aviv, des centres stratégiques à Haïfa, des entreprises et usines chimiques à Beer-Sheva, ainsi que des déploiements de troupes israéliennes.

L'armée iranienne a par ailleurs ciblé un porte-hélicoptères américain de type LHA7, qui transportait plus de 5 000 marins et fantassins. À la suite de cette frappe, le navire aurait été contraint de se replier vers le sud de l'océan Indien.

- Le Hezbollah affirme avoir frappé un navire de guerre israélien au large des côtes libanaises

Des combattants du mouvement libanais Hezbollah ont attaqué un navire de guerre israélien qui s'apprêtait à lancer des frappes sur le territoire libanais, affirme le mouvement. Selon ce communiqué, la frappe a été effectuée à l'aide d'un missile de croisière naval alors que le navire se trouvait à 68 milles nautiques de la côte.

Le mouvement a assuré que la cible avait bien été atteinte.

Etats-Unis.

Moyen-Orient : Washington impose le black-out des images satellites - RT 5 avr. 2026

Le groupe américain Planet Labs a annoncé le 4 avril la suspension de la publication d'images haute résolution du Moyen-Orient à la demande de l'administration américaine. La mesure, à durée indéterminée, concerne l'Iran, les bases alliées et les zones de conflit, au nom de la sécurité nationale.

Un internaute :

- Ils n'ont pas entendu parler des systèmes russes Resurs-P, Kanopus-V et chinois CGST ?

Des entreprises chinoises utiliseraient l'IA pour analyser et vendre des données sur l'armée américaine au Moyen-Orient - RT 5 avr. 2026

À mesure que les technologies d'intelligence artificielle gagnent en maturité, de nouveaux acteurs privés redéfinissent les usages de l'information dans un contexte de conflits armés. Selon le Washington Post, plusieurs entreprises chinoises ont commencé à proposer à la vente des analyses portant sur les capacités militaires et les mouvements des forces américaines au Moyen-Orient, en s'appuyant exclusivement sur des données accessibles publiquement.

France.

La France poursuit ses exportations d'armes vers Israël – RT 7 avr. 2026

Le document d'information consulté par le journal Le Monde met en lumière la poursuite des exportations françaises de pièces militaires vers l'État hébreu, contrastant avec la position de déni de Paris et la décision israélienne de rompre unilatéralement ses importations en provenance de l'Hexagone.

Une fin de partie peu glorieuse pour la diplomatie française

Depuis deux ans, l'exécutif français n'a jamais assumé un embargo total sur les livraisons d'armes ou de composants vers Israël. Les arguments ont évolué : d'abord, « *Israël se défend* » puis « *la France ne vend pas d'armes* » et enfin, les composants « *transitent* » ou sont « *réexportés* ».

Des enquêtes de presse ont pourtant démontré le contraire. Le ministre des Armées de l'époque, Sébastien Lecornu, avait même minimisé les volumes en jeu. Un rapport d'Urgence Palestine et de Palestinian Youth Movement révèle pourtant que plus de 525 cargaisons d'équipements français à usage militaire ont été expédiées vers Israël entre octobre 2023 et mars 2026.

Selon le rapport parlementaire non encore public, la France connaît une dépendance marquée pour les cartouches de 5,56 mm, produites par l'entreprise israélienne Elbit Systems, un fournisseur majeur de l'armée de Tel Aviv, notamment pour les drones Hermes 450 et les bombes MPR 500.

En famille à l'Assemblée nationale, honneur au franquisme et à son héritier désigné, la monarchie espagnole.

Prix du livre politique: l'ex-roi d'Espagne en exil Juan Carlos à l'honneur - AFP 7 avril 2026

L'ex-roi d'Espagne Juan Carlos, en exil à Abou Dhabi depuis 2020, recevra samedi à Paris un prix littéraire spécial pour son livre "*Réconciliation*", à l'occasion de la Journée du livre politique organisée à l'Assemblée nationale, ont annoncé mardi les organisateurs.

Cette autobiographie, parue en novembre dernier chez Stock et coécrite avec la Française Laurence Debray, avait relancé en Espagne le débat sur les liens de l'ex-monarque avec le dictateur Franco.

Parmi les passages les plus controversés du livre figure l'éloge qu'il adresse à Franco, qui avait dirigé l'Espagne d'une main de fer après sa victoire lors de la dévastatrice guerre civile (1936-1939) et qui avait, à sa mort, ouvert la voie à l'accession au trône de Juan Carlos Ier.

La colonie anglo-saxonne de peuplement nommée Israël reposant sur le racisme doit disparaître.

J-C- Pour rappel, Israël est un des seuls « *Etats* » dans le monde à n'avoir ni Constitution ni frontières bien définies.

"Non à la loi Yadan" : plus de 400.000 personnes ont signé la pétition contre la proposition de loi visant à "lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme" BFMTV 7 avril 2026

Plus d'un mois après sa mise en ligne, la pétition "Non à la loi Yadan", qui accuse la proposition de loi portée par la députée Caroline Yadan de faire un amalgame entre antisémitisme et antisionisme, récolte désormais plus de 400.000 signatures.

Pourquoi la proposition de loi contre les "formes renouvelées de l'antisémitisme" fait polémique ? - France 24 4 avril 2026

Elle est soutenue par le "bloc central", la droite, l'extrême droite et quelques socialistes, dont François Hollande et Jérôme Guedj, et vivement contestée par le reste de la gauche, qui y voit un amalgame entre juifs et Israël et une tentative de brider toute critique de la politique du gouvernement israélien dirigé par Benjamin Netanyahu.

"Cette proposition de loi étend de façon complètement démesurée les atteintes à la liberté d'expression et laisse place à l'arbitraire. Quand on ajoute, pour l'apologie du terrorisme, le fait de provoquer 'implicitement' à des actes de terrorisme, c'est une notion très vague. L'apologie, ça signifie qu'on le fait de façon précise, qu'on veut persuader que c'est une bonne chose", souligne Nathalie Tehio, présidente de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), contactée par France 24

Face à un texte qu'elles considèrent "dangereux" et "liberticide", plusieurs personnalités ont publié des tribunes ces dernières semaines appelant les députés à rejeter la proposition de loi Yadan.

Dans Libération, le 22 janvier, un collectif de citoyens et de citoyennes d'origine juive, parmi lesquels Rony Brauman (ex-président de Médecins sans frontières) et Pierre Tartakowsky (président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme), affirme que "le texte entretient la fausse assimilation entre juifs, Israël et sionisme".

"Le sionisme est une idéologie politique qui date de la fin du XIXe siècle, avec de multiples variantes allant de l'extrême gauche à l'extrême droite qui gouverne actuellement en Israël. Critiquer le sionisme, comme toute idéologie politique, fait partie du débat démocratique normal, alors que l'antisémitisme, comme tous les racismes, est un délit qui doit être combattu et sanctionné. Amalgamer les deux, c'est mettre en cause la liberté démocratique de débattre et affaiblir la lutte contre l'antisémitisme, qui ne saurait être confondue avec la défense d'une politique barbare menée par un État", peut-on lire.

Dans Le Monde, le 25 janvier, un collectif d'universitaires, parmi lesquels Jean-Christophe Attias (historien et philosophe, directeur d'études à l'École pratique des hautes études), Bertrand Badie (politiste) ou Étienne Balibar (philosophe), met en garde contre "l'adoption de dispositifs juridiques qui mettent en péril nos libertés".

"Ceux d'entre nous qui sont sociologues du politique et anthropologues tiennent à exprimer notre consternation quant à la formulation de cette proposition de loi, en particulier lorsque celle-ci tend à assimiler l'emploi du terme 'résistance' à une apologie du terrorisme. Alors que le métier de chercheur consiste précisément à rendre intelligible et à objectiver la violence politique, une telle loi viendrait criminaliser tout effort de contextualisation historique et sociologique", prévient la tribune.

Les opposants au texte estiment pour leur part que c'est au contraire la proposition de loi de Caroline Yadan qui essentialise les juifs en les liant automatiquement à Israël.

"Ce sont vos propos et votre proposition de loi qui assimilent les juifs à l'État d'Israël. Vous essentialisez nos compatriotes juifs en les assignant à la politique de l'État d'Israël, en faisant fi de la diversité de leurs opinions politiques, nourrissant ainsi les amalgames qui les mettent en danger", a affirmé en commission la députée insoumise Gabrielle Cathala.

Un argument étayé par la LDH dans une tribune publiée le 19 janvier dans *L'Humanité* : *"Que des juifs de France aient un rapport d'affection singulier à Israël, cela peut s'enraciner dans des raisons d'histoire, de religion, de famille..., mais il existe mille voies d'être 'juif' et elles ne passent pas toutes par 'l'ethnique' ou le religieux. Le gouvernement actuel d'Israël le prétend, jusqu'à en avoir fait une loi en 2018. La France doit-elle réellement adopter cette vision ? La République devrait-elle réellement décréter que tels ou tels de ses citoyens sont objectivement mis en danger par la critique d'un État, au risque d'alimenter les pires assignations identitaires ?"*

La loi fondamentale *"État-nation juif"*, votée en 2018 par la Knesset, le Parlement israélien, a ainsi consacré Israël comme *"l'État-nation du peuple juif, le foyer national du peuple juif qui réalise son aspiration à l'autodétermination"*, ce droit étant au sein de l'État d'Israël *"réservé uniquement au peuple juif"*. (Ce n'est pas un Etat, ce n'est pas une nation, ce n'est pas ce que disent les sionistes, ils évoquent uniquement un

"La loi de 2018 en Israël a créé de l'apartheid en différenciant les citoyens. Et là le texte de Caroline Yadan va dans le même sens en portant cette vision essentialiste, à savoir le fait qu'on assimile les juifs à l'État d'Israël. On nous explique qu'Israël, ce n'est que les juifs, et que les juifs de France se reconnaissent forcément dans l'État d'Israël et dans la politique menée par son gouvernement. Le risque, c'est le renforcement de l'antisémitisme. On ne doit pas confondre la politique du gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu avec les juifs", dénonce Nathalie Tehio.

J-C – Parmi tout ce beau monde, qui appelle à rompre toutes les relations avec Israël ou rejette sa légitimité ? Personne. Reconnaître Israël, qu'est-ce que cela signifie ? C'est lui octroyer le droit de se livrer à un génocide sur les Palestiniens, ni plus ni moins. Personne ne le précise, et pour cause.

Serbie.

Serbie : une bombe découverte près d'un gazoduc transportant du gaz russe vers la Hongrie - RT 5 avr. 2026

Une bombe a été découverte à proximité d'un gazoduc reliant la Serbie à la Hongrie, par lequel transite du gaz russe, a indiqué le président serbe Aleksandar Vucic. L'engin, dissimulé dans deux sacs, a été repéré dans le nord du pays, près d'une infrastructure clé reliant le TurkStream aux réseaux serbe et hongrois.

Le gouvernement hongrois a ordonné aux forces armées d'assurer la protection du tronçon du gazoduc TurkStream qui traverse le territoire du pays, en raison du risque d'attentat, a déclaré le chef de la diplomatie hongroise Péter Szijjártó. Cette décision fait suite à la découverte en Serbie d'un engin explosif près du gazoduc menant en Hongrie.

Ghana.

Après le Mozambique, le Ghana boycotte un sommet énergétique qui se veut africain à Londres - RT 6 avr. 2026

Après le Mozambique, le Ghana a annoncé le boycott du sommet Africa Energies prévu du 12 au 14 mai à Londres. Accra dénonce l'exclusion des acteurs africains par l'organisateur britannique Frontier Energy Network. Le mouvement gagne du terrain parmi les pays producteurs de pétrole du continent.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 9 avril 2026

J'ai ajouté quelques articles à télécharger et lire, et j'ai nettoyé la page d'accueil.

Pas de causerie, beaucoup trop chaud, c'est l'été en Inde du Sud, je ne vous fais pas un dessin ; santé instable, besoin de repos, cela fait des mois que je ne dors plus que 3 à 4 heures par nuit avec un réveil chaque heure, à 70 ans ; imaginez l'état de fatigue extrême qui en découle, heureusement, j'ai une constitution relativement robuste et j'ai un mode de vie sur mesure.

Le moral est au beau fixe, la guerre et la nuée de cons qui la commentent me stimulent, plutôt que me décourager ou me démoraliser, et malgré la fatigue qui m'empêche de me concentrer. Je ne tiens pas grâce à la méthode Coué ou parce que je serais un stoïcien, ni parce que je me droguerais puisque j'ai supprimé l'alcool, le cannabis, le tabac, le café, tous les excitants, sauf les épices, je mange de moins en moins, mais diversifié et équilibré, bref, j'essaie d'avoir une vie plus équilibrée, j'y suis contraint, mes poumons mal en point l'exigent ! Je suis obligé de me faire violence, d'être plus discipliné, quelle torture ! même si c'est pour conserver mon indépendance (physique) et ma liberté (de penser) jusqu'à mon dernier souffle. Je crois que cela vaut le coup de faire un dernier effort dans la vie, pour la conserver, car elle avait tendance à vouloir se barrer ces derniers temps !

En fait, je puise mes forces dans le socialisme grâce au pouvoir de la dialectique ; j'identifie le matérialisme dialectique au marxisme, au-delà je ne suis plus ou cela ne m'intéresse pas, je laisse cela aux doctrinaires ou aux dogmatiques fanatisés. Je suis demeuré un ouvrier, je suis pragmatique avant tout. Un outil, c'est fait pour s'en servir, ce n'est pas fait pour les chiens, il faut apprendre à s'en servir, ensuite on en tire satisfaction chaque fois qu'on fait appel à lui, bref, malgré bien des revers ou mauvaises fortunes, de désillusions ou traumatismes, une multitude d'emmerdements tout au long de notre existence, la vie est tout de même un vrai bonheur. Vous savez pourquoi ? Je viens de vous le dire, c'est grâce à la dialectique qui décrit les différents stades par lesquels passe la matière ; un phénomène naturel sur lequel aucune mystification n'aura d'emprise.

Si l'homme est mortel, c'est parce qu'il vit, il est venu au monde et le quittera un jour, il n'y a vraiment rien d'extraordinaire là-dedans. Il suffit de suivre tranquillement le déroulement de ce phénomène naturel, pour prendre conscience que c'est le seul moyen de le sentir vibrer, y compris à l'intérieur de nous-même ou vivre en osmose avec lui, cette expérience vécue procure une intense satisfaction, de sorte qu'on ne formulera pas le moindre regret au moment de partir, parce qu'on aura eu le privilège de réaliser une de nos principales aspirations, c'est tout le mal que je souhaite aux lecteurs.

Donc plus d'infos en bref, trop vieux, plus le temps, et cela ne sert plus à rien. On se contentera de brèves chroniques dans cette page de temps en temps, en revanche je vais continuer à mettre des articles en ligne. Quant à ce que j'ai annoncé avec l'IA, il faut que je réfléchisse encore à la manière de l'utiliser.

Aujourd'hui, c'était jour d'élection législative à Pondichéry, ce sera vers le 20 du mois au Tamil Nadu. Les travailleurs indiens n'y portent aucun intérêt, personne ne m'en parle, ils rament tellement comme des esclaves, qu'ils s'en foutent totalement, logique, l'Inde est connu pour être un des pays les plus corrompus du monde.

La nuit dernière j'ai établi un record lors des 6 derniers mois, j'ai réussi à dormir 4 heures d'affilée ! Tous les jours je bouge et herborise, j'aère mes poumons qui me le rendent bien, c'est la moindre des choses quand on est condamné à vivre ensemble, en bonne intelligence de préférence, parfois cela nous fait défaut !

Si le prix de l'essence n'a pas bougé, celui des cacahuètes s'est envolé, plus 50% ! J'ai touché ma retraite complémentaire trimestrielle : 50 000 roupies, 500 euros, me voilà riche... pendant quelques semaines, le temps de me faire opérer de la cataracte à 1 ou 2 yeux, d'acheter un vélo et du matériel pour réparer mon installation, en fait je n'aurai pas assez de fric ! Je veux aussi acheter un second climatiseur, l'actuel approche les 15 ans, s'il claque en plein été, je suis très mal, le prix a augmenté de 50% aussi. Les yeux attendront sans doute, ils ont l'habitude.

Je ne voulais pas vous quitter sans vous donner l'info du jour qui devrait vous réjouir. Stop ou encore ? Ne me répondez pas tous en même temps, merci.

La France alloue 36 milliards d'euros supplémentaires à la défense, portant le budget à 76,3 milliards d'ici 2030 - aa.com.tr 08 Avril 2026

La ministre des Armées, Catherine Vautrin, a annoncé mercredi, à l'issue du Conseil des ministres, que le gouvernement français allait allouer 36 milliards d'euros supplémentaires à la défense, portant le budget à 76,3 milliards d'euros d'ici 2030, dans un contexte de dégradation de l'environnement sécuritaire mondial.

La ministre a défendu le renforcement des moyens consacrés aux munitions, aux drones, à la lutte antidrones, à la défense sol-air, à l'alerte avancée, à l'espace et à la préparation opérationnelle.

Elle a annoncé 36 milliards d'euros supplémentaires, portant le budget de la défense à 57,1 milliards d'euros en 2026, puis à 76,3 milliards en 2030. Elle a souligné qu'à l'horizon 2027, le budget de la défense aurait doublé par rapport à 2017, année où il s'élevait à 32 milliards d'euros.

Catherine Vautrin a précisé que 8,5 milliards d'euros supplémentaires seraient consacrés aux munitions, pour un total de 26 milliards sur la période, tandis que 3,9 milliards d'euros additionnels iront au spatial militaire. Elle a également indiqué que 10.000 drones FPV avaient été commandés pour 2026 et que 5.000 devaient être livrés dès cette année.